



Numéro 33

15 mai 2024

Anniversaire de la Nakba – 15 mai 1948

**Mettons fin à la catastrophe imposée au peuple palestinien!
Soutenons la Résistance palestinienne jusqu'à la libération!**

- **Nettoyage ethnique et dépossession dans les mots
du Dr Ismail Zayid**
- **Une brève histoire de la Palestine et du peuple palestinien**

L'infamie appelée «parc Canada»

- **Une histoire de dépossession et de souffrances
- Dr Ismail Zayid -**
- **Militante opposition à la complicité du conseil
municipal d'Ottawa avec le sionisme**

Reportage photo - 7 au 14 mai

- **Des actions partout dans le monde réclament:
*Hors de Rafah! et Plus jamais la Nakba!***

Anniversaire de la Nakba – 15 mai 1948

**Mettons fin à la catastrophe imposée
au peuple palestinien ! Soutenons la Résistance
palestinienne jusqu'à la libération !**

Le 15 mai est le jour où nous commémorons la Nakba – la catastrophe – un jour qui marque un « parcours continu de douleur, de perte et d'injustice » pour le peuple palestinien. C'est le jour où 750 000 Palestiniens ont été expulsés de leurs foyers pendant la guerre de 1948. Les Palestiniens ont été forcés de quitter leurs terres et leurs maisons à cause des attaques armées des forces sionistes, soutenues par les gouvernements de la Grande-Bretagne et des États-Unis. Les forces sionistes israéliennes ont attaqué 774 villes et villages et occupé 80 % du territoire palestinien après avoir tué près de 15 000 civils musulmans et chrétiens. Ceux qui ont survécu ont été forcés de partir vers la Cisjordanie, la bande de Gaza et les pays voisins, comme la Syrie, la Jordanie et le Liban.

Alors que nous commémorons le jour de la Nakba, le monde entier est dans la rue à exiger que cessent immédiatement ces mêmes crimes dont il est témoin aujourd'hui. Ces crimes commis il y a

76 ans et qui se sont poursuivis ont préparé le terrain pour le génocide américano-israélien d'aujourd'hui.



Action de masse pour commémorer le 76e anniversaire de la Nakba et dénoncer le génocide israélien à Gaza, Montréal, 11 mai 2024

En conséquence de la Nakba, il y a 76 ans, et des crimes commis depuis, sur une population de 14 millions de Palestiniens, plus de 7 millions vivent en exil, tandis que 2 millions sont l'objet d'un massacre dans la bande de Gaza, la plus grande prison à ciel ouvert du monde, et que 3 autres millions vivent en Cisjordanie occupée. Les autorités de l'occupation israéliennes détiennent actuellement quelque 9 500 Palestiniens de Gaza et de Cisjordanie dans leurs prisons, dont 3 660 en détention administrative, c'est-à-dire sans inculpation ni procès. Parmi eux, 80 sont des femmes et 200 des enfants. À la même date l'année dernière, environ 4 900 prisonniers palestiniens, dont 160 enfants et 31 femmes, étaient détenus dans les prisons israéliennes. Alors qu'en avril 2023, 84 Palestiniens avaient été tués par Israël, à la même période en 2024 le nombre de morts s'élève à plusieurs dizaines de milliers. Depuis le 7 octobre 2023, 35 173 Palestiniens ont été tués par Israël et au moins 10 000 autres sont portés disparus. Parmi les personnes tuées, au moins 14 500 sont des enfants. Au moins 60 % des bâtiments résidentiels ont été endommagés ou détruits, tandis que 80 % des installations commerciales ont été endommagées ou détruites. Deux cent soixante-sept lieux de culte ont été endommagés ou détruits. Seuls 12 des 35 hôpitaux sont encore partiellement fonctionnels. Soixante-treize pour cent des bâtiments scolaires ont été endommagés ou détruits, y compris toutes les universités de Gaza. Outre le blocage de l'aide par Israël et l'utilisation de la famine comme arme de guerre contre la population de Gaza, 83 % des puits d'eau souterraine de Gaza ne sont pas opérationnels.

À cette occasion, les peuples du monde entier condamnent les crimes sionistes des États-Unis et d'Israël ainsi que l'expansion incessante des colonies illégales qui poursuivent la dépossession des Palestiniens commencée en 1948, les attaques contre la mosquée al-Aqsa et le châtimement collectif dans la bande de Gaza par une guerre génocidaire qui s'attaque maintenant au dernier refuge de la population à Rafah.

Nous saluons la résistance acharnée du peuple palestinien et nous nous tenons à ses côtés alors que la lutte pour la libération entre dans une phase cruciale.

Nous nous joignons aux actions organisées dans tout le pays pour condamner les crimes commis contre le peuple palestinien, dont le monde est témoin, ainsi que la violence et les brutalités des forces d'occupation.

***Vive la Résistance palestinienne !
Droit au retour pour tous les Palestiniens !***



Nettoyage ethnique et dépossession dans les mots du Dr Ismail Zayid

Cette communication a été présentée à l'origine par le Dr Ismail Zayid lors de la Conférence sur la Palestine de Vancouver le 23 mai 1999 sous le titre Cinquante ans de nettoyage ethnique et de dépossession. Il y a maintenant 76 ans que la Palestine a été divisée et l'aperçu du conflit donné par le Dr Zayid est plus pertinent que jamais.

Le Dr Ismail Zayid est né et a grandi à Beit Nouba, en Palestine. Il a étudié à Jérusalem, a fait ses études de médecine à l'université de Londres et a émigré au Canada en 1972. Il est l'auteur de deux livres, Palestine : A Stolen Heritage et Sionism : The Myth and the Reality, et est président fondateur de l'Association Canada Palestine. À la fin des années 1990, il a pris sa retraite de son poste de professeur de pathologie et de chef du département de la pathologie anatomique à la faculté de médecine de l'Université Dalhousie de Halifax.

« Une nation a promis à une seconde le territoire d'une troisième »



Manifestation à l'occasion du centenaire de la déclaration Balfour, Mississauga, Ontario, 4 novembre 2017

Le conflit israélo-palestinien est souvent décrit comme un conflit très complexe. Je tiens à vous dire que le problème est fondamentalement très simple et qu'il a été résumé, dans les mots d'un simple agriculteur palestinien de Jéricho – cité par feu Frank Epp, alors président du Conrad Grebel College de l'Université de Waterloo – qui lui a dit : « Notre problème est très simple. Un étranger est venu et a pris nos terres, nos fermes et nos maisons, et nous a mis à la porte. Nous avons l'intention de revenir. Cela prendra peut-être cent ans, mais nous reviendrons. »

Voilà, en résumé, le problème palestinien et l'essence de ce conflit. Un pays, la Palestine, a été démantelé, son peuple déraciné et remplacé par un peuple étranger rassemblé de tous les coins du monde et un nouvel État, Israël, a été créé à sa place. Cette tragédie, et le conflit qui s'en est suivi, et qui a entraîné des guerres à répétition au Moyen-Orient, est une conséquence directe de l'introduction du sionisme politique au Moyen-Orient.

Inévitablement, un peu d'histoire s'impose ici. C'est le 2 novembre 1917 qu'Arthur Balfour, ministre britannique des Affaires étrangères, a publié sa fameuse déclaration sous la forme d'une lettre adressée à Lord Rothchild. Elle se lisait ainsi :

« Le gouvernement de Sa Majesté envisage favorablement l'établissement en Palestine d'un foyer national pour le peuple juif ..., étant clairement entendu que rien ne sera fait qui puisse porter atteinte soit aux droits civiques et religieux des communautés non juives existant en Palestine. »

Il est intéressant de noter que le mot de six lettres « arabe » n'apparaît pas une seule fois dans ce document. Désigner les Arabes qui constituaient à l'époque 92 % de la population de la Palestine et possédaient 98 % de ses terres, comme communautés non juives, n'est pas seulement absurde, c'est délibérément frauduleux. Inutile de vous dire que cette lettre n'a aucune légalité, car la Palestine n'appartenait pas à Balfour pour assumer de tels actes de générosité. Le Dr Arnold Toynbee a décrit avec justesse le rôle des Britanniques dans la publication de ce document :

« Nous prenions sur nous de donner quelque chose que nous n'avions pas à donner. Nous avons promis à une tierce partie des droits d'une sorte ou d'une autre dans le pays des Arabes palestiniens. » De même, le célèbre écrivain juif, Arthur Koestler, l'a bien résumé lorsqu'il a décrit la Déclaration Balfour comme un document par lequel « une nation a promis à une seconde le territoire d'une troisième ».

Le 29 novembre 1947, l'Assemblée générale des Nations unies a adopté sa résolution no 181 qui recommande la partition de la Palestine en un État juif sur 56 % du territoire, un État arabe sur 42 % du territoire et une zone internationale à Jérusalem. À l'époque, les juifs, dont une grande partie étaient constituée d'immigrants récents ou illégaux, représentaient un tiers de la population de la Palestine et possédaient 5,6 % de ses terres. Dans la région qui a été attribuée à l'État juif, la moitié de la population était arabe (musulmans et chrétiens) et l'autre moitié juive.

Il est intéressant de noter combien les temps ont peu changé depuis 1947, lorsque les États-Unis ont obtenu de l'Assemblée générale qu'elle retarde un vote « pour gagner du temps afin d'amener, par la coercition, certains pays d'Amérique latine, d'Asie et d'Afrique à se conformer à leurs propres vues ».

Le sous-secrétaire d'État des États-Unis, Sumner Welles, a déclaré :

« Par ordre direct de la Maison-Blanche, toutes les formes de pression, directes et indirectes, ont été utilisées pour s'assurer que la majorité nécessaire serait obtenue. »



Tout ce qui reste : les villages palestiniens occupés et dépeuplés par Israël en 1948, Walid Khalidi, Éd., Institut d'études palestiniennes, 1992. En 1948, dans le cadre de l'achèvement de sa politique de « nettoyage ethnique », Israël a poursuivi, dans une tentative de destruction de l'existence nationale palestinienne, une politique de destruction de biens et d'expropriation de terres arabes. Un processus systémique a entraîné la destruction totale de 378 villes et villages palestiniens.

Par la suite, des combats ont éclaté entre Arabes et Juifs et au début de 1949, à la fin des combats, Israël occupait 78 % de la Palestine et environ 750 000 Palestiniens terrorisés avaient été chassés ou avaient fui leurs foyers.

La genèse de cet exode émane du concept inhérent à l'idéologie sioniste de création d'un État juif pur en Palestine, libre d'Arabes. Le puissant ordre du jour politique qui existe aujourd'hui en Israël, en tant que politique de « transfert de Palestiniens » d'Israël et des territoires occupés, n'est pas nouveau. Theodor Herzl a écrit dans son journal en 1897, à l'occasion du premier Congrès sioniste mondial de Bâle, en Suisse, où il a présenté ses plans pour créer un État juif en Palestine, que :

« Nous essaierons de chasser la population pauvre (arabe) au-delà de la frontière en lui procurant de l'emploi dans les pays de transit, tout en lui refusant tout emploi dans son propre pays [...]. Le processus d'expropriation et de déplacement des pauvres doit être mené discrètement et avec circonspection. » (*Extrait de R. Patai, éd., The Complete Diaries of Theodor Herzl, Vol I.*)

Ben Gourion, dans un discours prononcé au plénum du 20e Congrès sioniste à Zurich le 7 août 1937, déclarait :

« Le transfert d'habitants (arabes) a eu lieu par le passé, dans la vallée (Jerzeel), dans le Sharon (la plaine côtière) et ailleurs. Nous connaissons les actions du Fonds national juif à cet égard. Maintenant le transfert doit s'organiser à une échelle tout à fait différente. Dans de nombreuses parties du pays, une nouvelle colonisation juive ne sera pas possible sans le transfert de la paysannerie arabe. Le transfert de la population est ce qui rend possible un plan très vaste de peuplement (juif). Heureusement, le peuple arabe possède de grandes zones vides (hors de Palestine). Le pouvoir juif dans le pays, qui ne cesse de croître, augmentera également nos possibilités de mener le transfert à grande échelle. Vous devez vous rappeler que cette méthode contient une idée sioniste et humaine importante, de déplacer des parties d'un peuple (c'est-à-dire, les Arabes de Palestine) vers leur propre pays et de les installer sur des terres vides [en Syrie, en Transjordanie et en Irak]. » (*Benny Morris, Looking Back : A personal assessment of the Zionist Experience, Tikkun. 13 : 40-49, 1998*)

Et c'est reparti ! Expulser un peuple de sa patrie, nous dit-on maintenant, est une « idée sioniste humaine ». Le professeur Israël Shahak l'a bien résumé : « Vous ne pouvez pas avoir un sionisme humain; c'est une contradiction dans les termes. »

Dans une lettre adressée en 1937 à son fils Amos, Ben Gourion lui confie que lorsque l'État juif sera créé, « nous expulserons les Arabes et prendrons leur place ». Et lors de sa visite à Nazareth nouvellement conquise en juillet 1948, Ben Gourion s'est exclamé : « Pourquoi les Arabes sont-ils restés ici ? Pourquoi y en a-t-il tant ? Ne les avez-vous pas expulsés ? »

Joseph Weitz, qui était le représentant en chef de l'Agence juive, a rapporté dans le numéro du 29 septembre 1967 de *Davar*, l'organe de l'Histadrout, que lui et d'autres dirigeants sionistes ont conclu, en 1940, qu'il n'y avait « pas de place pour les deux peuples ensemble dans ce pays ». Il en vient à conclure que la réalisation des objectifs sionistes exigeait « une Palestine, ou au moins une Palestine occidentale (à l'ouest du Jourdain) sans les Arabes ». Il a écrit qu'il fallait « transférer les Arabes d'ici vers les pays voisins, les transférer tous et seulement après ce transfert, le pays pourrait absorber des millions de nos frères ». Voilà, en substance, le fondement de la politique du « nettoyage ethnique » que les forces sionistes ont adoptée en 1948 pour éliminer, par le massacre et par la guerre psychologique, la quasi-totalité de la population arabe dans la région. Le territoire palestinien qu'ils ont conquis par des moyens militaires représente 78 % de la Palestine.

Le 9 avril 1948 a été perpétré le massacre du village de Deir Yassin près de Jérusalem, où 250 hommes, femmes et enfants ont été assassinés de sang-froid et massacrés par le groupe terroriste Irgun Zvai Leumi, avec l'approbation du commandant des forces sionistes officielles de Jérusalem,

David Shaltiel; le Haganah, comme l'a récemment documenté Yitzhak Levi, un officier vétéran du renseignement israélien, a joué un rôle décisif dans cette expulsion. Ironiquement, le village de Deir Yassin avait conclu un accord de paix avec ses voisins juifs de Givat Shaul. Ce massacre n'était pas unique et de nombreux massacres similaires ont été perpétrés par les forces sionistes et les forces israéliennes pendant cette guerre. Un article paru le 6 mai 1992 dans le journal de Tel Aviv *Hair*, écrit par Guy Erlich, documente des preuves rassemblées par le journaliste juif américain Dan Kortzman, auteur de *Genesis 1948*, et l'historien Ariyeh Yitzhaki, d'au moins vingt grands massacres d'Arabes et de plus d'une centaine de massacres commis par les forces israéliennes. Yitzhak Levi écrit :

« Pour beaucoup d'Israéliens, c'était facile de s'accrocher à la fausse prétention que les Arabes avaient quitté le pays parce que c'était ce que leurs dirigeants avaient ordonné. C'est un mensonge total. La cause fondamentale de la fuite des Arabes a été la peur de la violence des Israéliens, et cette peur était fondée dans la réalité. »

Le chercheur en histoire Uri Milstein, célébré en Israël comme le dissipateur des mythes, confirme l'évaluation de Yitzhak Levi sur l'ampleur des massacres et va même plus loin :

« Si Yitzhaki prétend qu'il y avait des meurtres dans presque tous les villages, puis-je dire que jusqu'à la création d'Israël tous les cas de combats ont pris fin par un massacre d'Arabes. Il y a eu des massacres d'Arabes durant toutes les guerres d'Israël, mais je ne doute pas que la guerre d'Indépendance ait été la plus sale. »

Dans le village de Duweima, un village arabe près d'Hébron, occupé sans combat par le bataillon 89 de la 8e brigade, quelque 80 à 100 civils ont été assassinés de sang-froid par les occupants. Plus tard, encore plus de civils ont été assassinés. Dans le village de Safsaf :

« Cinquante-deux hommes ont été attachés avec une corde, descendus dans une fosse et abattus. Dix ont été tués. Des femmes ont demandé grâce. Il y a eu trois cas de viol dont le viol d'une jeune fille de quatorze ans et quatre autres personnes ont été tuées. »

La politique de massacre comprenait, entre autres, une campagne de guerre psychologique, dont la terreur pour forcer les Palestiniens à fuir. Leo Heiman, officier de réserve de l'armée israélienne qui a combattu en 1948, écrit en juin 1964 dans *Marine Corp Gazette* :

« Alors qu'une panique incontrôlée se répandait dans tous les quartiers arabes, les Israéliens ont fait venir des jeeps surmontées de haut-parleurs qui diffusaient des enregistrements de 'sons d'horreur'. Ceux-ci comprenaient des cris, des gémissements et des lamentations remplies d'angoisse de femmes arabes, les hurlements de sirènes et le bruit des cloches d'alarme d'incendie, interrompus par une voix sépulcrale qui disait en arabe 'sauver vos âmes, vous les fidèles : les juifs utilisent des gaz toxiques et des armes atomiques. Sauvez-vous, au nom d'Allah ! »

Des méthodes plus subtiles de guerre psychologique ont été utilisées par Yigal Allon, le commandant du Palmach, une force d'élite de la Haganah, qui est devenu plus tard ministre israélien des Affaires étrangères. Il écrit en 1948 dans *Ha Sepher Ha Palmach* :

« J'ai rassemblé tous les *mukhtars* juifs (chefs), qui ont des contacts avec les Arabes dans différents villages, et leur ai demandé de chuchoter aux oreilles de certains Arabes qu'un grand renfort juif est arrivé en Galilée et qu'il va brûler tous les villages de la Houla. Ils devraient conseiller à ces Arabes, à titre d'amis, de s'échapper pendant qu'il est encore temps. La rumeur s'est répandue dans toutes les régions de la Houla. La tactique a atteint entièrement son but. » Lorsque les Arabes ne se sont pas enfuis, comme c'était escompté, une combinaison de terreur et d'expulsion physique a été utilisée, comme dans le cas des villes de Lydda et Ramleh qui ont été occupées le 10 juillet 1948. Yitzhak Rabin le rapporte dans ses mémoires publiées dans le *New York Times* du 23 octobre 1979 :

« Alors que les combats étaient encore en cours, nous devions nous attaquer au problème du sort de la population civile, qui comptait environ 50 000 personnes. Nous sommes allés marcher à l'extérieur, Ben Gourion nous a accompagnés et Allon a réitéré sa question : 'Qu'est-ce qu'on doit faire de la population ?' B.G. a agité la main dans un geste qui disait : 'Chasse-les !' »

Un des crimes de guerre israéliens s'est produit à cet endroit. Après la reddition de Lydda, un groupe d'hommes palestiniens s'est réfugié dans la petite mosquée Dahmash. Le commandant du troisième bataillon du Palmach, Moshe Kalman, a donné l'ordre de tirer plusieurs missiles sur la mosquée. La force qui a attaqué la mosquée a été surprise par le manque de résistance. Elle a trouvé les restes des combattants arabes collés aux murs de la mosquée. Un groupe de 20 à 50 résidents de la ville a ensuite été amené pour nettoyer la mosquée et enterrer les restes. Quand ils ont terminé leur travail, ils ont également été abattus et jetés dans les tombes qu'ils avaient eux-mêmes creusées. Le journaliste juif américain Dan Kortzman a appris l'événement de Moshe Kalman en travaillant sur son livre, *Genesis 1948*, qui décrit la guerre de l'Indépendance.

« Rabin et ses officiers ont chassé ces 60 000 civils de leurs maisons par la terreur, avec des avions qui volaient à basse altitude au-dessus de leurs têtes tirant ici et là sur des personnes et les forçant à courir. Le spectacle d'hommes, femmes et enfants terrorisés qui fuyaient l'horreur sous un soleil de plomb, après avoir parcouru 25 km jusqu'au village de Beit Nouba, où je les ai vus de mes propres yeux, est une scène que je n'oublierai jamais. Tout cela réfute et contredit la propagande sioniste que les Palestiniens ont quitté leurs foyers volontairement et en réponse aux appels lancés par leurs dirigeants. »

Il est peut-être pertinent de rappeler que cette pièce de propagande sioniste a d'abord été démolie par le Dr Erskine Childers qui a examiné les enregistrements de surveillance américains et britanniques de toutes les émissions provenant du Moyen-Orient tout au long de 1948. En 1961, il rapporte dans le *Spectator* :

« En 1948, il n'y a pas eu un seul ordre, appel ou suggestion d'évacuer la Palestine par aucune des stations de radio arabes, à l'intérieur ou à l'extérieur de la Palestine. Par contre, il y a de nombreux enregistrements d'appels et de directives transmis en arabe aux civils palestiniens de demeurer en place. »

Les documents historiques démontrent clairement que le problème des réfugiés de Palestine a été créé en réponse à une politique sioniste claire qui a consisté à expulser de la terre de Palestine son peuple. Chaim Weizmann, le premier président d'Israël, décrit ce processus avec beaucoup de satisfaction comme « le défrichement miraculeux de la terre ». Cependant, le médiateur de l'ONU, le comte Folke Bernadotte de Suède, déclare dans un rapport présenté à l'ONU :

« Ce serait une offense aux principes de la justice élémentaire si ces innocentes victimes du conflit se voyaient refuser le droit de retourner chez elles alors que les immigrants juifs affluent en Palestine, et, en fait, pavent la voie à une menace, celle du remplacement permanent des réfugiés arabes qui ont été enracinés dans la terre pendant des siècles. »

Le comte Bernadotte a payé cher pour avoir énoncé ce principe évident : le 17 septembre 1948 il a été assassiné à Jérusalem par la bande terroriste Stern, sur les ordres directs de Yitzhak Shamir. Toutefois, l'Assemblée générale des Nations unies a décidé, le 11 décembre 1948, dans sa résolution no 194 :

« De permettre aux réfugiés qui le désirent de rentrer dans leurs foyers le plus tôt possible et de vivre en paix avec leurs voisins, et que des indemnités doivent être payées à titre de compensation pour les biens de ceux qui décident de ne pas rentrer dans leurs foyers ».

L'application de cette résolution, ainsi que la résolution no 181 du 29 novembre 1947, ont été

réaffirmées et ont été transformées en conditions d'admission d'Israël à l'ONU dans la résolution no 273 du 11 mai 1949.

Malgré cela et malgré les résolutions répétées de l'Assemblée générale et du Conseil de sécurité de l'ONU qui ont exigé la mise en oeuvre de la résolution 194 sur le retour des réfugiés, Israël continue de défier cette volonté internationale et, essentiellement, on peut dire que son adhésion aux Nations unies est illégitime, compte tenu de son refus de respecter les conditions qui lui ont été imposées. Non seulement cela, Israël a procédé en 1967, après l'occupation de la Cisjordanie et de la bande de Gaza, à l'expulsion de plus de 300 000 réfugiés palestiniens de leurs foyers ou de camps de réfugiés. Beaucoup d'entre eux ont été essentiellement expulsés une deuxième fois. La résolution 237 du Conseil de sécurité, en date du 14 juin 1967, invitait le gouvernement d'Israël à faciliter le retour de ces réfugiés, et les résolutions similaires de l'Assemblée générale des Nations unies à cet effet ne sont toujours pas appliquées.

Il est évident pour quiconque a été témoin de l'histoire de cette région que les Palestiniens sont toujours déterminés à retourner dans leur patrie et que leur lutte continue malgré les massacres répétés et une politique orchestrée de génocide qui nie leur existence nationale. Leurs sacrifices ont été documentés et se poursuivent, malgré la politique israélienne de terrorisme d'État et le bombardement continu de leurs camps de réfugiés au Liban et les pratiques oppressives qui sont utilisées contre eux par l'occupation de la Cisjordanie et de Gaza. Le regretté Dr Frank Epp décrit la tragédie du peuple palestinien en ces termes :

« Rarement un peuple a souffert en silence tant d'injustices pendant si longtemps, en attendant que les puissances en place soient en mesure de réparer le mal infligé. »

De même, c'est le distingué philosophe lord Bertrand Russell qui a déclaré, lors d'une conférence internationale en 1970, ce qui suit :

« La tragédie du peuple palestinien est que son pays a été 'donné' par une puissance étrangère à un autre peuple pour la création d'un nouvel État, ce qui a eu pour résultat que des centaines de milliers d'innocents sont devenus d'une manière permanente sans foyer. Leur nombre augmente encore, et combien de temps encore le monde est-il prêt à endurer ce spectacle de cruauté gratuite ? Il est tout à fait évident que les réfugiés ont droit à une patrie d'où ils ont été chassés, et le déni de ce droit est au coeur du conflit qui persiste. Aucun peuple dans le monde n'accepterait d'être expulsé en masse de son pays; comment quelqu'un pourrait-il exiger que le peuple de Palestine accepte une punition que personne d'autre ne tolérerait ? Une résolution juste et permanente de la question des réfugiés dans leur patrie est un ingrédient essentiel de tout véritable règlement au Moyen-Orient. »



La vie à Ramleh, juste avant l'expulsion de 60 000 habitants des villes de Ramleh et Lydda



Les Palestiniens quittent « volontairement » en 1948. (À droite) Manifestation de masse à Ramleh en 1962.

La question de la terre

En 1948, lorsqu'Israël a mené à terme sa politique de « nettoyage ethnique », il a poursuivi, dans le but de détruire l'existence nationale palestinienne, une politique de destruction de biens et d'expropriation de terres arabes. Un processus systémique a entraîné la destruction totale de 378 villes et villages palestiniens.

En 1948, les propriétés juives totales, louées et détenues, représentaient moins de 6 % de la superficie totale de la Palestine. Pour amplifier ces chiffres, un des actes de pillage les plus choquants de l'histoire moderne a eu lieu. Une série de soi-disant lois ont été rapidement promulguées pour exproprier les millions d'hectares et les milliers de fermes et de commerces et les centaines de villes et villages entiers qui appartenaient aux réfugiés arabes expulsés. Ces lois comprenaient les *Règlements d'urgence en matière de défense*, l'*Ordonnance sur les zones abandonnées* (1949), les *Articles d'urgence sur l'exploitation des terres non cultivées* (1947-1949), la *Loi sur la propriété des absents* (1950) et la *Loi sur l'acquisition des terres* (1953).

Cet acte de pillage ne s'est pas limité aux biens des réfugiés qui avaient été expulsés du pays mais s'est étendu aux Arabes qui sont restés sur leurs terres. En vertu d'une réglementation, n'importe quelle zone pouvait être fermée par les autorités pour des raisons de sécurité et ses habitants arabes en étaient exclus. Elle serait déclarée « abandonnée » ou « non cultivée ». En vertu d'une autre loi, elle serait remise à d'autres, généralement des juifs, pour qu'ils la cultivent. De nombreux citoyens arabes qui n'avaient jamais quitté la partie de la Palestine qui est devenue Israël se sont retrouvés loin de leurs terres et de leurs maisons pendant un certain temps au cours du processus d'occupation, d'annexion et de transfert de population israéliens. À leur retour, on leur a interdit l'accès à leurs villages, devenant ainsi des absents, et leurs biens ont été saisis. Ces Arabes ont mérité le titre orwellien de « absents présents ». Où trouver une telle entité sinon dans le dictionnaire sioniste ?

Moshe Keren, un écrivain juif, a décrit les lois comme « un vol en règle avec une couverture légale. »

De cette manière, les autorités israéliennes ont confisqué la totalité des biens, meubles et immeubles des 750 000 réfugiés expulsés, et plus d'un million de dounams de terres appartenant à des Arabes qui étaient restés en Israël après 1948 ont été saisis.

Les terres arabes expropriées ont été transférées au Keren Kaymeth, le Fonds national juif (FNJ), dont les lois interdisent la location des terres aux Arabes ou l'utilisation de la main-d'oeuvre arabe. Ce sont clairement des lois racistes. Uri Avnery a déclaré à la Knesset : « Si nous devons expulser les cultivateurs arabes de la terre qui était officiellement la leur, et qui a été remise aux juifs, nous agirions conformément au verset qui dit : 'Tu as tué et tu as aussi hérité'. »

Ce ne sont là que quelques-unes des méthodes qui ont été utilisées et des lois qui ont été promulguées pour exproprier les Arabes restés en Israël et pour les soumettre à la discrimination.

L'occupation de 1967

La politique israélienne de nettoyage ethnique et d'expropriation s'est poursuivie dans les territoires occupés lors de la guerre d'agression de 1967, y compris la Cisjordanie et Gaza. Cela s'est traduit en partie par la destruction totale d'un certain nombre de villages et de villes de Cisjordanie, dont mon propre village, Beit Nouba. Avec les villages voisins d'Imwas (le village biblique d'Emmaüs) et de Yalu, Beit Nouba, a été systématiquement dynamité, rasé au bulldozer et effacé de la surface de la terre les 9 et 10 juin 1967, un crime de guerre commis sur les ordres directs d'Yitzhak Rabin, chef d'état-major de l'armée israélienne à l'époque et, plus tard, premier ministre d'Israël et, ironie du sort, lauréat du prix Nobel de la paix. À la honte de tous les Canadiens, l'infamie appelée Parc du Canada, payée par les dollars canadiens déductibles des impôts, se dresse aujourd'hui sur les ruines d'Imwas, de Yalu et de Beit Nouba.

Moshe Dayan, le ministre de la Défense de juin 1967, est cité par le général Arieh Bar-On, le secrétaire militaire de Dayan, comme ayant déclaré lors d'une réunion du Commandement général, en septembre 1967, qu'« au début de la guerre et pendant la guerre, nous avons mené des opérations pour détruire des villages, à des fins sionistes que je partage pleinement ». Dans son livre publié récemment en hébreu, *Signature personnelle – Moshe Dayan dans la guerre des six jours et après*, le général Bar-On écrit :

« Encourager l'émigration des Arabes de Judée et de Samarie (*sic – la Cisjordanie*) était en effet la politique de tout le système, qui était sous sa domination (de Dayan). »

Ravager la Palestine

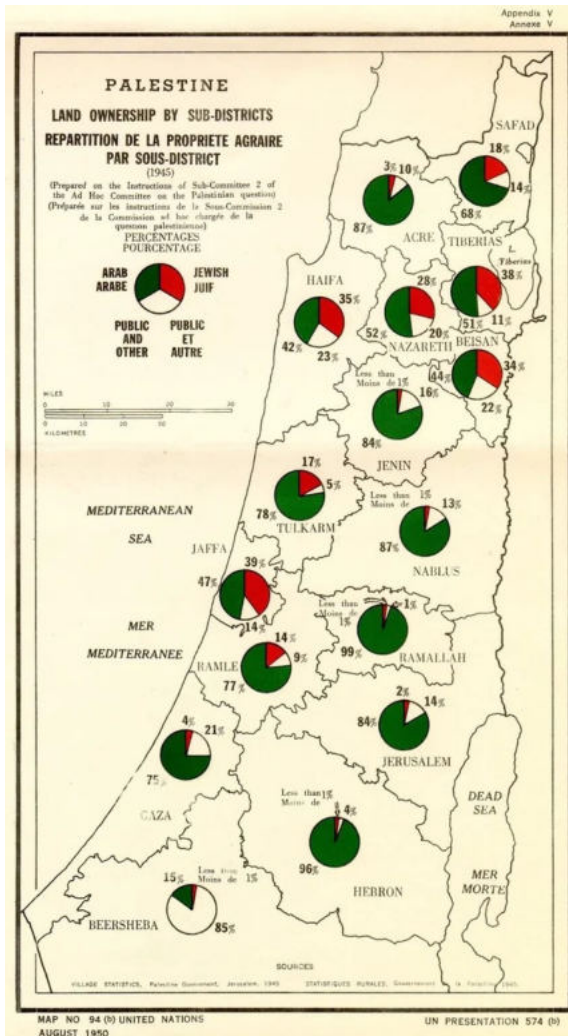
Plus de 300 000 Palestiniens sont devenus des réfugiés à la fin de juin 1967, et certains pour la deuxième fois. Cela est le résultat d'un « encouragement » direct et d'une politique planifiée par Israël.

Le Conseil de sécurité a adopté la résolution 237 le 14 juin 1967, ordonnant le retour des réfugiés palestiniens de 1967 dans leurs foyers, mais Israël a refusé de s'y conformer.

La politique israélienne dans les territoires occupés continue de bafouer le droit international, la quatrième Convention de Genève et les résolutions répétées du Conseil de sécurité des Nations unies. Ces politiques comprennent la démolition de maisons palestiniennes et l'expropriation de biens. Plus de 70 % de la superficie de la Cisjordanie a été expropriée depuis 1967 pour la création de colonies juives illégales. Outre la destruction de villages entiers, des milliers de maisons ont été démolies, à titre de punition collective ou faute de permis de construire. De tels permis sont régulièrement refusés aux Palestiniens pour construire sur leurs propres terres.

L'article 53 de la quatrième Convention de Genève de 1949, dont Israël est signataire, stipule : « Il est interdit à la Puissance occupante de détruire des biens mobiliers ou immobiliers, appartenant individuellement ou collectivement à des personnes privées, à l'État ou à des collectivités publiques, à des organisations sociales ou coopératives. »

Rien que dans la bande de Gaza, 40 % de cette minuscule zone a été expropriée pour accueillir illégalement 5 000 colons juifs. Les 60 % restants accueillent environ un million de personnes, ce qui en fait une zone avec la plus forte densité de population au monde. La grande majorité de ces personnes sont des réfugiés expulsés de leurs foyers en Palestine en 1948.



La catégorie de « propriété publique » sous le mandat britannique dérivait de celle connue sous le nom de *miri* sous le système ottoman de régime foncier (comme les terres communes dans les provinces canadiennes avant 1867). Toutefois, outre le domaine d'État, de nombreuses autres sous-catégories ont été incluses dans cette dernière catégorie, qui englobait toute une série d'usufruits et de baux privés et communaux.

conformément au droit et à la justice. Or que font nos frères dans le pays d'Israël ? Ils ont été serfs en diaspora. Et maintenant qu'ils peuvent jouir d'une liberté sans contrainte, comme c'est toujours le cas pour un esclave devenu roi, ils deviennent eux-mêmes des despotes. Ils traitent les Arabes avec hostilité et cruauté. »

L'éthique était au cœur du nationalisme d'Ahad Ha'am, et jusqu'à la fin de sa vie, il a dénoncé tout compromis fondé sur l'opportunisme politique. En 1913, protestant contre un boycott juif du travail arabe, il écrit à un ami : « Je ne peux pas supporter l'idée que nos frères soient moralement capables de se comporter ainsi envers les humains d'un autre peuple, et malgré moi, la pensée me vient à l'esprit : 'si c'est ainsi maintenant, à quoi ressembleront nos relations avec les autres si, à la fin des temps, nous parvenons vraiment au pouvoir en Eretz Israël ? Et si c'est cela la venue du Messie, je ne veux pas le voir venir. »

Nous voyons aujourd'hui la déclaration prophétique d'Ahad Ha'am complètement accomplie...

Le processus d'expropriation des terres et de création de colonies illégales, alors que les maisons

Dans un processus systématique de privation économique, plus de 230 000 oliviers et vergers dans les territoires occupés de 1967 ont été déracinés et rasés au bulldozer. C'est ironique, quand on sait que les colons sionistes sont venus en Palestine avec le mythe qu'ils étaient là « pour faire fleurir le désert ».

En référence à ce mensonge et au slogan sioniste d'Israel Zangwill de 1906, « La Palestine est une terre sans peuple pour un peuple sans terre », il peut être pertinent de citer d'autres sionistes juifs.

Dans *La vérité sur Eretz-Israël* de 1891, Ahad Ha'am, l'écrivain et philosophe juif russe, écrit :

« Nous avons l'habitude de croire, à l'étranger, que la Palestine est une terre presque entièrement désolée, un désert non cultivé [...]. En réalité elle ne l'est pas : sur toute cette terre, il est difficile de trouver un champ de terre arable non semée. »

Le comportement des colons juifs envers les Arabes le dérangeait. Ils n'avaient pas appris de l'expérience en tant que minorité au sein d'une population plus large, mais avaient réagi avec la cruauté des esclaves qui étaient soudainement devenus des rois, traitant leurs voisins avec mépris. Les Arabes, écrivait-il, voient et comprennent le sens des intentions sionistes dans le pays et « le jour où la présence de notre peuple prendra une dimension telle qu'elle empiète, de peu ou de beaucoup, sur les positions des autochtones, ce n'est pas de bon gré qu'ils nous céderont la place. Il nous faut traiter la population locale avec amour,

palestiniennes sont rasées au bulldozer et que leurs arbres sont déracinés, se poursuit après la mascarade appelée « Processus de paix au Moyen-Orient » et les « Accords d'Oslo », un processus qui a légitimé l'occupation et sapé l'ordre international et la volonté de notre peuple.

Parlant de paix, il est intéressant de noter que Ben Gourion a accordé aux dirigeants arabes plus de crédit qu'ils ne le méritent lorsqu'il a déclaré en 1956 :

« Je ne comprends pas ton optimisme. Pourquoi les Arabes feraient-ils la paix ? Si j'étais, moi, un leader arabe, jamais je ne signerais avec Israël. C'est normal : nous avons pris leur pays. » (Cité par Nahum Goldmann dans *Le Paradoxe juif : Conversations en français avec Léon Abramowicz*, Stock, 2001)

Une autre observation qui est pertinente ici est la référence continue à la nécessité de la sécurité israélienne et les accusations de terrorisme dirigées par Israël et les médias et politiciens occidentaux contre les Palestiniens, qui sont manifestement censés arroser de bouquets de fleurs les Israéliens qui les ont expulsés de leurs villes et villages et continuent à détruire leurs maisons au bulldozer, à déraciner leurs arbres et à assassiner, incarcérer et torturer leurs hommes, femmes et enfants. Fait intéressant, le général canadien Eedson Louis Millard Burns, chef d'état-major de l'Organisme des Nations unies chargé de la surveillance de la trêve (ONUST) ne s'attendait pas à cela. Il a écrit dans son livre *Between Arab and Israeli*, 1962 :

« Il me semblait symptomatique d'un certain aveuglement face aux réactions humaines d'autrui que tant d'Israéliens disaient ne pas comprendre pourquoi les Arabes chassés de leurs terres continuaient à haïr et à essayer de blesser ceux qui les avaient chassés. » (p. 162)

Commentant l'hypocrisie occidentale, Noam Chomsky a déclaré que la politique du Parti travailliste israélien s'était adaptée à l'hypocrisie occidentale, alors que l'ancien ministre israélien, Binyamin Ben-Eliezer, décrivait leur politique menée « de telle sorte que l'Occident puisse prétendre qu'il ne comprend pas. »



La vieille ville de Jérusalem en flammes en 1948. L'armée sioniste attaque et détruit une partie de Jérusalem, expulsant 80 000 Palestiniens. (Le YMCA est à droit)



Après avoir annexé unilatéralement Jérusalem en 1967, les sionistes ont mis le feu à l'historique Mosquée al-Aqsa, achevée en 705 de l'ère commune.

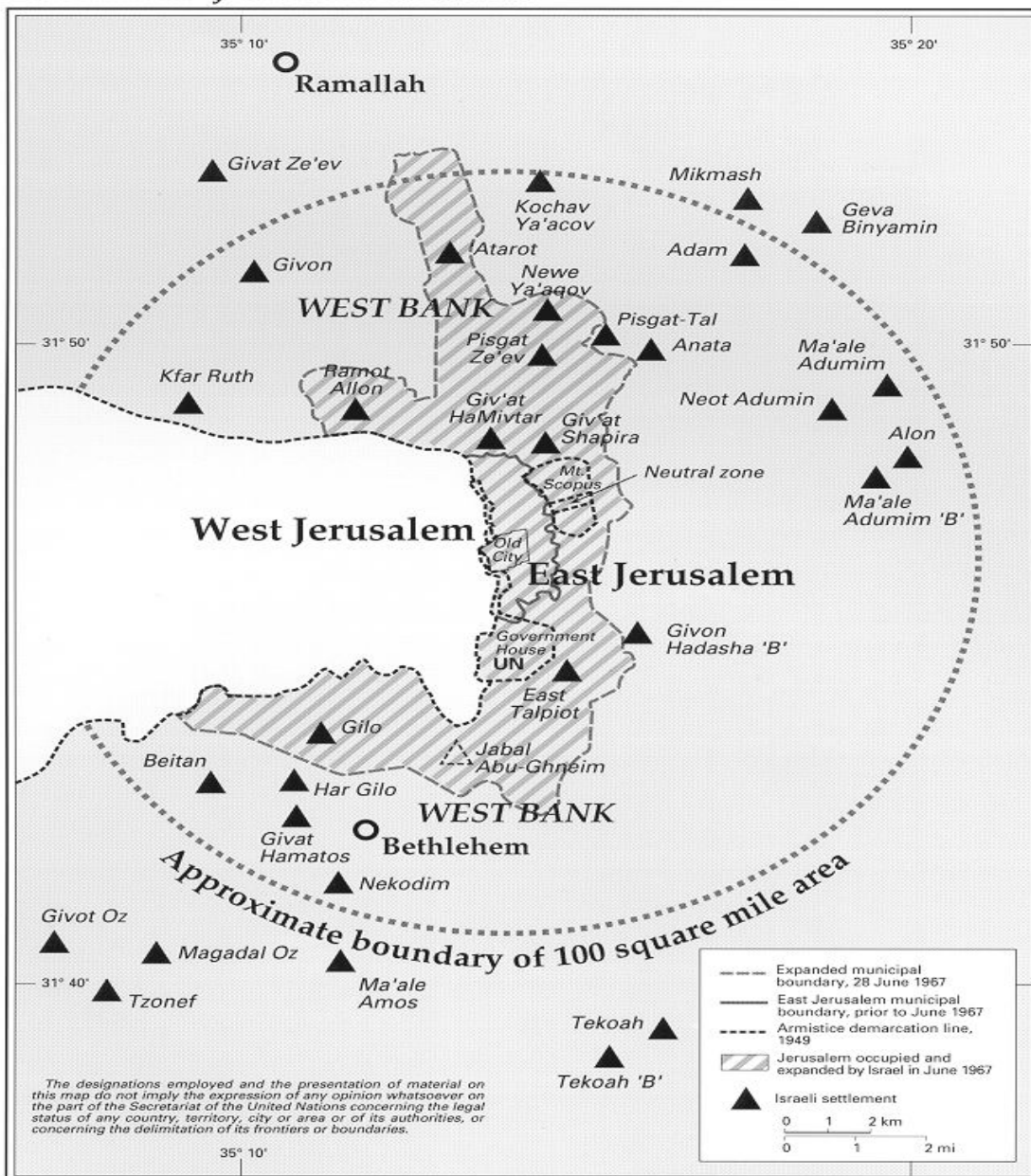


4 avril 2002 : Un Palestinien âgé se voit refuser l'accès à Jérusalem à un poste de contrôle de l'armée israélienne. Les habitants de Jérusalem doivent désormais utiliser des cartes d'identité.

Jérusalem

Le sort de Jérusalem est un enjeu majeur pour déterminer le cours futur de la paix ou du conflit au Moyen-Orient. Jérusalem a été une ville palestinienne tout au long de l'histoire, malgré des périodes d'occupation par des forces étrangères envahissantes. La même résolution des Nations unies 181 du 29 novembre 1947, qui a permis la création d'Israël, stipulait que Jérusalem devait être une entité internationale (*corpus separatum*). Sur les 41 villages entourant Jérusalem-Ouest, 37 ont été détruits par Israël en 1948. Plus de 80 000 Palestiniens ont été chassés de Jérusalem-Ouest en 1948. L'annexion de Jérusalem-Est en 1967 par Israël est illégale et constitue une violation du droit international et un défi aux résolutions du Conseil de sécurité. Toutefois, Israël poursuit sa politique de nettoyage ethnique et d'expropriation à Jérusalem depuis 1967. Israël a détruit la totalité du quartier maghrébin, un site religieux islamique historique, pour créer une place juive, en face du mur des Lamentations. Le gouvernement israélien a agrandi la municipalité de Jérusalem pour la multiplier par dix et l'a annexée.

"GREATER" JERUSALEM AREA



Map No. 3996 UNITED NATIONS
June 1997

Department of Public Information
Cartographic Section

Ci-dessus: Le « Grand Jérusalem »

Depuis 1967, Israël a systématiquement mené une politique de judaïsation de Jérusalem. Quarante-vingt-cinq pour cent des terres annexées ont été expropriées pour créer des colonies juives et des maisons réservées aux juifs, entourant et étouffant Jérusalem-Est arabe.

Les résidents arabes de Jérusalem-Est sont traités comme des étrangers munis de cartes d'identité spéciales, comme des « résidents permanents » à Jérusalem. Ces cartes sont confisquées aux habitants de Jérusalem, s'ils sont forcés de travailler ou de vivre en dehors de Jérusalem, alors qu'eux et leurs ancêtres vivent dans la ville depuis des milliers d'années. Pourtant, les juifs de New York ou de Toronto peuvent s'installer à Jérusalem à leur guise.

Depuis septembre 1993, et la mascarade d'Oslo, une fermeture stricte a été imposée à Jérusalem pour les Palestiniens de Cisjordanie, pour qui Jérusalem est un centre économique, médical, culturel, éducatif et religieux. Les musulmans et les chrétiens sont privés d'accès à leurs lieux de culte religieux. Depuis lors, des centaines de personnes ont été tuées et blessées, plus de 500 familles ont vu leur maison démolie, plus de 1000 personnes ont vu leur droit de vivre à Jérusalem, la ville de leur naissance, enlevé, tandis que les juifs de Moscou ou de New York peuvent s'installer à Jérusalem quand ils le souhaitent. Des milliers de personnes ont été arrêtées, torturées et emprisonnées. Des terres continuent d'être expropriées pour créer des colonies juives en territoire palestinien et des milliers de personnes se retrouvent sans abri, sans ressources et sans espoir. Les étudiants se voient refuser l'accès à leur université et les malades ne peuvent pas se rendre dans les hôpitaux pour se faire soigner.

C'est ce que la mascarade d'Oslo a engendré. L'occupation illégale a été légitimée, l'Autorité palestinienne est devenue un sous-traitant chargé de faire le sale boulot d'Israël dans les quelques « bantoustans » dispersés qui sont nominalement sous le contrôle d'Arafat, mais assiégés par les troupes israéliennes. En substance, l'accord d'Oslo est une nouvelle Nakba (catastrophe) que les négociateurs palestiniens ont infligée à leur peuple et qui a repoussé la lutte des Palestiniens pour l'autodétermination d'une autre génération, au moins.

Depuis l'annexion de Jérusalem-Est en 1967, le gouvernement israélien a adopté une politique de discrimination systématique et délibérée à l'encontre de la population palestinienne de la ville pour tout ce qui concerne l'expropriation des terres, la planification et la construction.

Telle est la principale conclusion d'un rapport qui vient d'être publié en Israël par B'Tselem, l'organisation israélienne de défense des droits humains. Il conclut que « cette politique constitue une violation flagrante du droit international et des principes fondamentaux de la démocratie et a de graves conséquences en matière de droits de l'homme ».

Il est vrai que le peuple palestinien a enduré tant de torts et d'injustices, mais je vous assure que sa ténacité est inébranlable. Notre peuple est prêt à lutter et à se sacrifier; on ne peut vaincre un peuple qui fait preuve d'une telle ténacité qu'un enfant transforme sa petite main en poing, avec une pierre, qui défie l'opresseur. Le peuple opprimé d'Afrique du Sud a pu donner à F.W. De Klerk une leçon qui lui a fait dire que le livre sur l'apartheid était fermé. Je crains que le livre sur l'idéologie sioniste ne soit pas encore fermé, mais je peux vous assurer que le sionisme, comme l'apartheid, va à l'encontre du cours naturel de l'histoire et je suis optimiste quant au fait que le bien l'emportera sur le mal. Je suis également optimiste parce qu'il y a des voix juives qui s'élèvent. Le grand journaliste juif I.F. Stone, aujourd'hui décédé, a écrit il y a quelques années :

« Comment pouvons-nous parler des droits de l'homme et les ignorer pour les Palestiniens ? Comment Israël peut-il parler des droits des Juifs à une patrie et en refuser une aux Palestiniens ? »

De même, le professeur Israël Shahak, survivant de l'holocauste et président de la Ligue israélienne pour les droits civils et humains, a déclaré : « La majorité du public israélien ferme les yeux sur le simple cri humain du Palestinien. » Il a averti son peuple « de ne pas permettre que l'expérience du

peuple allemand entre les deux guerres mondiales lui arrive » et a ajouté qu'il disait cela « pour que personne ne puisse dire, comme le peuple allemand, « Je ne savais pas. » Et comme Albert Speer, « j'essaie d'agir avant qu'il ne soit trop tard ».

Le rédacteur en chef du journal religieux juif *Ner* écrivait en janvier 1961 :

« Seule une révolution internationale peut avoir le pouvoir de guérir notre peuple de sa maladie meurtrière et de sa haine sans cause. Combien grande était notre responsabilité envers ces misérables réfugiés arabes lésés, dans les villes où nous avons installé des juifs amenés de loin, qui maintenant sèment et récoltent, et dans les villes que nous avons volées, nous avons installé des maisons d'éducation, de charité et de prière, tandis que nous bavardons et délirons sur le fait que nous sommes le 'peuple du livre, la lumière des nations'. »

C'est le genre de voix juive authentique qui, je suis heureux de le dire, me donne l'espoir qu'avec le temps, il y aura davantage de personnes comme I.F. Stone, Israël Shahak, Felicia Langer et d'autres grands hommes et femmes juifs de conscience. En effet, si l'autre voix, celle qui a fini par dominer Israël et la pensée sioniste, arrogante de puissance, qui ne pense qu'à l'expansion territoriale et pratique la discrimination et la terreur, la voix d'Ariel Sharon, d'Yitzhak Shamir, d'Yitzhak Rabin et de Benjamin Netanyahou, si cette voix continue à parler au nom d'Israël, alors Israël provoquera, je le crains, une tragédie pour lui-même et pour les Palestiniens, et très probablement pour le reste du monde.

La tragédie du peuple juif dans les crimes qu'il a commis et continue de commettre contre le peuple palestinien est mise en évidence dans cette déclaration précise du célèbre historien britannique, le professeur Arnold Toynbee, qui écrit dans son grand ouvrage sur l'histoire de l'humanité :

« En 1948, les Juifs savaient par expérience ce qu'ils faisaient; et ce fut leur suprême tragédie que la leçon tirée de leur affrontement avec les nazis les ait conduits non à éviter, mais à imiter certains des crimes commis par les nazis contre les juifs. »

Les prophètes de l'*Ancien Testament* ont été incroyablement prophétiques en prédisant ce qui arriverait si les juifs se détournaient de ce qu'ils savaient être la vérité de la justice. Permettez-moi de terminer en vous citant quelques versets du prophète Michée, qui écrivait peut-être pour aujourd'hui lorsqu'il a donné cet avertissement :

« Écoutez ceci, princes de la maison de Jacob, et juges de la maison d'Israël, vous qui avez la justice en abomination, et qui renversez tout ce qui est droit, qui bâtissez Sion dans le sang, et Jérusalem dans l'iniquité. C'est pourquoi, à cause de vous, Sion sera labourée comme un champ, et Jérusalem sera commun un monceau de pierres, et la montagne du temple deviendra un somme boisé. »

Il est encore temps d'empêcher cette prophétie de se réaliser. Mais le temps risque d'être compté. Le peuple palestinien réclame un minimum de justice, faute de quoi, je le crains, il n'y aura de paix ni pour les Arabes ni pour les Juifs au Moyen-Orient.



Une brève histoire de la Palestine et du peuple palestinien

La Palestine, la mythique « terre sans peuple et peuple sans terre », était habitée par 700 000 Palestiniens en 1919.



La route vers nulle part du peintre Ismail Shammout (1930-2006). Ismail Shammout a été expulsé de Lydda, Palestine, en 1948. La catastrophe des réfugiés est montrée dans beaucoup de ses tableaux.

La thèse officielle des sionistes est qu'ils se sont manifestés en Palestine à la fin du XIXe siècle pour reconquérir leur terres ancestrales; que des juifs y ont acheté des terres et qu'ils ont commencé à y établir la communauté juive; qu'ils ont rencontré une opposition violente et croissante de la part des Arabes palestiniens, opposition provenant sans doute « de leur antisémitisme inhérent »; que les sionistes furent alors obligés de se défendre; et que, d'une manière ou d'une autre, cette situation a perduré jusqu'à aujourd'hui.

Le problème avec cette explication est qu'elle est tout simplement fausse.

L'histoire de la région à ses débuts

Avant que les Hébreux n'y migrent vers 1800 avant notre ère, la terre de Canaan était habitée par les Cananéens.

« Entre 3 000 et 1 100 avant notre ère, la civilisation cananéenne couvrait ce qui aujourd'hui est Israël, la Cisjordanie, le Liban et une grande partie de la Syrie et de la Jordanie...Les personnes qui sont restées dans les collines de Jérusalem après que les Romains ont expulsé les Juifs [au deuxième siècle de notre ère] était un pot-pourri : fermiers et vigneron, païens et convertis au christianisme, descendants des Arabes, des Perses, des Samaritains, des Grecs et des anciennes tribus cananéennes. » *Marcia Kunstel et Joseph Albright, « Their Promised Land »*

L'héritage ancestral des Palestiniens d'aujourd'hui

« Mais tous ces [différents peuples venus à Canaan] étaient des ajouts, des rajouts, des petites branches greffées sur l'arbre originel...Et cet arbre ancestral était cananéen...[Les envahisseurs

arabes du VIII^e siècle] convertirent les autochtones à l'Islam, s'installèrent de façon permanente, se sont mariés avec eux, et, le résultat fut que tous devinrent si complètement arabisés que l'on ne peut pas dire où finissent les Cananéens et où commencent les Arabes. » *Illene Beatty, « Arab and Jew in the Land of Canaan »*

Les royaumes juifs représentent seulement une des nombreuses périodes de la Palestine antique

« Les royaumes étendus de David et Salomon, sur lesquels les sionistes fondent leurs revendications territoriales, a duré à peine 73 ans... Puis se sont effondrés... Indépendamment de la durée intégrale des anciens royaumes juifs, de la conquête par David de Canaan en 1 000 av J-C à la destruction du royaume de Judah en 586 av J-C, nous arrivons à [seulement] un règne juif de 414 ans. » *Illene Beatty, « Arab and Jew in the Land of Canaan »*

En savoir plus sur la civilisation cananéenne

« De récentes fouilles archéologiques ont confirmé que Jérusalem était déjà une immense ville fortifiée en 1 800 avant notre ère... Les découvertes confirment que le système d'eau sophistiqué qu'on avait d'abord attribué aux conquérants israélites avait été construit près de huit siècles auparavant et était encore plus complexe que l'on ne l'imaginait... Le Dr Ronny Reich, qui a dirigé les fouilles avec Eli Shukrun, a déclaré que l'ensemble du système avait été construit comme un seul complexe par les Cananéens à l'âge du bronze moyen, vers 1 800 avant notre ère. » *The Jewish Bulletin, le 31 juillet 1998*

Depuis combien de temps la Palestine est-elle un pays spécifiquement arabe ?

« La Palestine est devenue un pays à prédominance arabe et islamique à la fin du VIII^e siècle. Presque immédiatement après, ses frontières et ses caractéristiques comme son nom arabe, *Falastin*, se sont fait connaître de par le monde islamique, autant en raison de sa fertilité et de sa beauté que pour son importance religieuse... En 1516, la Palestine est devenue une province de l'empire ottoman, mais elle n'en était pas moins fertile, arabe ou islamique... 60 % de la population vivait d'agriculture, le reste était réparti entre les citadins et un groupe nomade relativement petit.

« Tous ces gens croyaient appartenir à un pays portant le nom de Palestine, malgré le sentiment qu'ils étaient également membres d'une grande nation arabe... Malgré l'arrivée régulière en Palestine de colons juifs après 1882, il est important de réaliser que jusqu'aux quelques semaines précédant immédiatement la création d'Israël au printemps 1948, il n'y a jamais eu autre chose énorme qu'une majorité arabe. Par exemple, la population juive en 1931 était de 174 606 personnes sur un total de 1 033 314 personnes. » *Edward Said, « The Question of Palestine »*

Quelle était la tradition de propriété foncière en Palestine et quand a-t-elle changé ?

« [Le Code foncier ottoman de 1858] exigeait l'enregistrement au nom des propriétaires individuels des terres agricoles, dont la plupart n'avaient jamais été enregistrées auparavant et qui avaient été traitées selon les formes traditionnelles de la propriété foncière, dans les régions montagneuses de la Palestine, selon le système du *masha'a*, un usufruit communal. La nouvelle loi faisait en sorte que pour la première fois un paysan pouvait être privé non pas du titre de propriété de sa terre, qu'il avait rarement détenu, mais du droit d'y vivre, d'y cultiver et de le laisser en héritage à ses enfants, un processus qui auparavant était inaliénable... En vertu des dispositions juridiques de 1858, les droits fonciers communaux étaient souvent ignorés... Au lieu de cela, les membres des classes supérieures, habitués de manipuler ou de contourner le processus juridique, ont enregistré de grandes zones de terres en leur nom.... Les *fellahin* [paysans] pensaient simplement que la terre leur appartenait, et découvraient souvent qu'ils avaient cessé d'en être les propriétaires légaux que lorsque la terre était vendue à des colons juifs par un propriétaire absent... Non seulement la terre a-t-elle été achetée, mais ses cultivateurs arabes ont été dépossédés et remplacés par des étrangers qui

avaient des objectifs politiques cachés en Palestine. » *Rashid Khalidi, « Blaming The Victims », Said et Hitchens, éditeurs.*

L'opposition arabe à l'arrivée des sionistes : un antisémitisme inhérent ou la perception d'un réel danger à leur droit d'être ?

« L'objectif du Fonds [national juif] était de 'réclamer la terre palestinienne en tant que possession inaliénable du peuple juif'... Dès 1891, le dirigeant sioniste Ahad Ha'am écrivait que les Arabes 'comprenaient très bien ce que nous faisons et quel était notre objectif...' [Theodore Herzl, le fondateur du sionisme] affirmait : 'Nous allons essayer de chasser la population [arabe] sans le sous de l'autre côté de la frontière en lui fournissant du travail dans les pays de transit tout en lui refusant du travail dans notre propre pays...Le processus d'expropriation et l'expulsion des pauvres doivent être menés avec discrétion et circonspection'...À divers endroits en Palestine du Nord, les fermiers arabes ont refusé de quitter les terres qui avaient été achetées à des propriétaires absents grâce au Fonds, et les autorités turques, à la demande du Fonds, les ont expulsés...Les Juifs natifs de la Palestine ont aussi réagi défavorablement au sionisme. Ils ne voyaient pas l'importance d'un État juif en Palestine et ne voulaient pas exacerber les relations avec les Arabes. » *John Quigley, « Palestine and Israel : A Challenge to Justice ».*

« Avant le XXe siècle, la plupart des Juifs de la Palestine appartenait à l'ancien Yishouv, ou communauté, qui s'était installé davantage pour des raisons religieuses que politiques. Il y avait peu ou pas de conflits entre eux et la population arabe. Les tensions ont commencé après l'arrivée des premiers colons sionistes dans les années 1880...lorsqu'ils ont acheté des terres à des propriétaires arabes absents, menant à la dépossession des paysans qui les avaient cultivées. » *Don Peretz, « The Arab-Israeli Dispute ».*

« [Pendant le Moyen Âge], l'Afrique du Nord et le Moyen-Orient arabe sont devenus des lieux de refuge et un havre pour les Juifs persécutés d'Espagne et d'ailleurs...Dans la Terre Promise...ils vivaient ensemble en [relative] harmonie, celle-ci ayant été brisée lorsque les sionistes ont commencé à prétendre que la Palestine était la possession 'légitime' du 'peuple juif' à l'exclusion de ses habitants musulmans et chrétiens. » *Sami Hadawi, « Bitter Harvest ».*

Les propositions pour une coopération arabe-juive

« Dans un article de Yitzhak Epstein publié dans *Hashiloah* en 1907, l'auteur revendique une nouvelle politique sioniste envers les Arabes après 30 ans de colonisation...Comme Ahad-Ha'am en 1891, Epstein affirme qu'aucune bonne terre n'est vacante, donc la colonisation juive voulait dire dépossession arabe. [...] La solution d'Epstein, cherchant à éviter une nouvelle 'question juive', était la création d'un programme de développement et de colonisation binationaux et non-exclusifs. L'achat de terres ne devrait pas mener à la dépossession des métayers pauvres.

Il suffirait de créer une communauté agricole commune, où les Arabes bénéficieraient de la technologie moderne. Les écoles, les hôpitaux et les bibliothèques devraient être non-exclusifs et l'éducation bilingue... L'idée d'une coopération paisible et non-exclusive en lieu et place de la pratique d'expropriation ne trouva pas beaucoup d'écho. Epstein fut calomnié et méprisé pour sa pusillanimité. *Benjamin Beit-Hallahmi, auteur israélien, « Original Sins ».*

La période du mandat britannique de 1920 à 1948

La Déclaration Balfour promet une patrie juive en Palestine

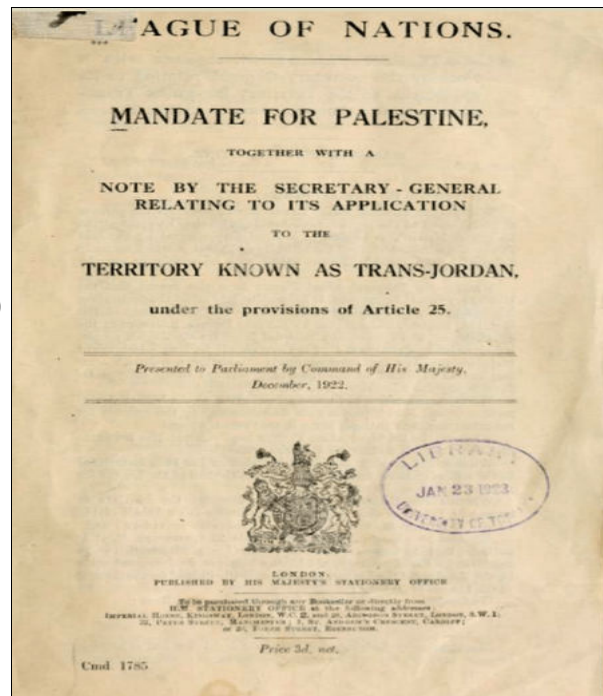
« La Déclaration Balfour, faite en novembre 1917 par le gouvernement britannique...a été faite a) par une puissance européenne, b) au sujet d'un territoire non-européen, c) au mépris absolu à la fois de la présence et des souhaits de la majorité autochtone résidant sur ce territoire...[Comme Balfour

lui-même l'a écrit en 1919], 'La contradiction inhérente à la lettre du Pacte (la déclaration anglo-française de 1918 promettant aux Arabes des anciennes colonies ottomanes qu'en récompense de leur appui aux Alliés, ils pourraient obtenir leur indépendance) est encore plus flagrante dans le cas de la nation indépendante de la Palestine que pour celui de la nation indépendante de la Syrie.

« Car, pour ce qui est de la Palestine, nous ne proposons aucunement de consulter les souhaits des habitants actuels du pays... Les quatre grandes puissances sont engagées vis-à-vis du sionisme, et le sionisme, qu'il soit juste ou faux, bon ou mauvais, est enraciné dans une tradition séculaire, dans les besoins actuels, dans les futurs espoirs, d'une importance bien plus profonde que le désir et les préjugés des 700 000 Arabes qui habitent maintenant cette terre ancienne'. » *Edward Said*, « *The Question of Palestine* »

Le point de vue colonial selon lequel que la Palestine était un désert avant que les Juifs ne commencent à y immigrer

« Le haut-commissaire britannique de la Palestine, John Chancellor, recommanda la suspension complète de l'immigration juive et d'achat de terres pour protéger l'agriculture arabe. Il disait que 'toutes les terres cultivables étaient occupées, que toute terre cultivable appartenant maintenant à la population native ne pouvait être vendue aux Juifs sans créer une classe de cultivateurs arabes sans terre'...Le Bureau des Colonies a rejeté la recommandation. » *John Quigley*, « *Palestine and Israel : A Challenge to Justice* »



Balfour Declaration: Britain's Shame



"His Majesty's government view with favour the establishment in Palestine of a national home for the Jewish people nothing shall be done which may prejudice the civil and religious rights of existing non-Jewish communities in Palestine.."

Lord Arthur James Balfour, British Foreign Secretary **2 November 1917**

1917 Disappearing Palestine 2017

Britain must accept its responsibility and end its complicity in the colonisation of Palestine

Balfour Declaration Centenary Campaign info@bdcc2017.com www.bdcc2017.com [@BGCC2017](https://www.facebook.com/BGCC2017)

Est-ce que les premiers sionistes avaient l'intention de vivre côte-à-côte avec les Arabes ?

En 1919, la Commission américaine King-Crane a passé plusieurs semaines en Syrie et en Palestine, à interviewer des délégations et à lire des pétitions. Selon le rapport : « Les commissaires ont commencé leur étude du sionisme avec un penchant favorable envers lui...Le fait est constamment apparu, dans les conférences de la Commission avec les représentants juifs, que les sionistes envisagent une complète dépossession des habitants non juifs actuels de Palestine, par diverses formes d'achat des terres.

« Si [le principe d'auto-détermination] le principe doit régner et donc les désirs de la population

palestinienne doivent être déterminants quant à ce qui doit être fait avec la Palestine, il faut se rappeler que la population non juive de Palestine – près des neuf dixièmes de l'ensemble – est absolument contre tout le programme sioniste...soumettre un peuple aussi assujéti à l'immigration juive illimitée et à une pression financière et sociale régulière pour abandonner la terre serait une violation flagrante du principe que nous venons de citer et des droits des peuples ... Aucun des officiers britanniques consultés par la Commission ne croit à la possibilité d'appliquer le programme sioniste sans recourir à la force armée. Ces officiers estiment qu'un simple commencement d'exécution de ce programme exigerait une force de cinquante mille hommes au moins. Ce jugement montre combien est ancré le sentiment de l'injustice du programme sioniste dans l'esprit des populations de Palestine et de Syrie.... Quant à la prétention souvent formulée par les sionistes, à savoir que les Juifs ont sur la Palestine un « droit » fondé sur une occupation vieille de deux mille ans, il est difficile de la prendre sérieusement en considération. » *Cité dans « The Israel-Arab Reader », éditions Laquer et Rubin*

« La politique sioniste d'occupation des sols fait partie intégrante de la constitution ...'comme terre devant être acquise comme propriété juive et...le titre de propriété acquis devant être fait au nom du Fonds national juif, aux fins d'être détenus en tant que propriété inaliénable du peuple juif.' La disposition stipule que 'l'Agence fera la promotion d'une colonisation agricole basée sur le travail juif...Les répercussions de cette politique de colonisation sioniste sur les Arabes fut que les terres acquises par les Juifs sont devenues extra-territorialisées. Elles cessèrent d'être des terres dont les Arabes pourraient un jour tirer profit...

« Les sionistes n'ont jamais caché leurs intentions, puisque dès 1921, le docteur Eder, un membre de la Commission sioniste, a sans vergogne déclaré au Tribunal d'enquête : « Il ne peut y avoir qu'une seule patrie nationale en Palestine, et elle doit être juive, et il n'y aura pas de traitement égalitaire entre les Juifs et les Arabes, mais une prépondérance juive dès que la race aura atteint un nombre suffisant.' Il a ensuite exigé que seuls les Juifs soient autorisés à porter les armes. » *Sami Hadawi, « Bitter Harvest »*

Étant donné l'opposition arabe aux sionistes, est-ce que ces derniers appuyaient des mesures pour octroyer la majorité aux Palestiniens ?

« Il est clair que la dernière chose voulue par les sionistes était que tous les habitants de la Palestine aient leur mot à dire dans la gestion du pays... [Chaim] Weizmann avait fait bien comprendre à Churchill qu'un gouvernement représentatif aurait sonné le glas du foyer national [juif] en Palestine...[Churchill a déclaré], 'La forme actuelle de gouvernement se poursuivra pendant de nombreuses années. Pas à pas, nous mettrons en place des institutions représentatives menant à une autonomie totale, mais les enfants de nos enfants seront décédés lorsque cela sera accompli.' » *David Hirst, « The Gun and the Olive Branch »*

Le rejet du droit à l'autodétermination des arabes

« Même si personne n'avait dû perdre sa terre, le programme [sioniste] était injuste dans son principe car il déniait les droits politiques de la majorité... Le sionisme, en principe, ne pouvait pas permettre aux autochtones d'exercer leurs droits politiques, car cela signifierait la fin du projet sioniste. » *Benjamin Beit-Hallahmi, « Original Sins »*

Les sionistes n'ont-ils pas, antérieurement à la fondation d'Israël, légalement acheté une grande partie de la terre ?

« En 1948, lorsque Israël se déclara unilatéralement en État, il était propriétaire d'un peu plus de 6 % de la terre de Palestine... Après 1940, lorsque l'autorité mandataire restreignit l'accès à la propriété terrienne aux Juifs, à des zones spécifiques de la Palestine, des achats (et des ventes) illégaux continuèrent de s'opérer à l'intérieur des 65 % réservés aux Arabes.

« Ainsi, lorsque le plan de partition fut déclaré en 1947, il incluait des terres détenues illégalement par des Juifs et qui furent incorporées, comme un fait accompli, à l'intérieur des frontières de l'État juif. Et après qu'Israël proclama qu'il était devenu un État, une batterie impressionnante de lois assimilèrent en toute légalité des étendues immenses de terre arabe (dont les propriétaires étaient devenus des réfugiés et avaient été déclarés « propriétaires défaillants », afin de pouvoir exproprier leurs terrains et empêcher définitivement leur retour.) » *Edward Said, « The Question of Palestine »*

La partition de la Palestine par l'ONU

Pourquoi l'ONU a-t-elle recommandé ce plan qui partageait la Palestine en deux États, l'un juif, l'autre arabe ?

« À partir de cette date [novembre 1947], les États-Unis apparurent comme le partisan le plus acharné de la partition... Les États-Unis firent retarder le vote de l'Assemblée Générale « afin d'obtenir le temps nécessaire pour amener certaines républiques d'Amérique Latine à rejoindre leur position... Certains délégués accusèrent les fonctionnaires américains 'd'intimidation diplomatique'. Un éditorialiste anonyme a déclaré : « Sans la 'pression violente que les États-Unis exercèrent sur des gouvernements qui n'avaient pas les moyens de s'exposer à des représailles américaines, la résolution ne serait jamais passée. » *John Quigley, « Palestine and Israel : A Challenge to Justice »*

Pourquoi Truman a-t-il adopté cette position ?

« Je suis désolé, messieurs, mais je suis responsable devant des centaines de milliers de personnes qui sont très attachées au succès du sionisme. Je ne compte pas des centaines de milliers d'Arabes parmi mes électeurs. » *Le président Harry Truman, cité dans « Anti Zionism », édité par Teikener, Abed-Rabbo Mezvinsky*

Le plan de partition était-il à la fois équitable pour les Arabes et pour les Juifs ?

« Le rejet par les Arabes... se basait sur le fait que les Juifs avaient été désignés corps dirigeant, alors que la population constituant l'État juif devait être [seulement pour moitié] juive et que les Juifs possédaient moins de 10 % du territoire de l'État juif – une règle que personne digne de ce nom ne pouvait accepter sans protester; et c'est le moindre que l'on puisse dire !... L'action des Nations unies entraînait en conflit avec les principes de base selon lesquels cette organisation mondiale avait été fondée, à savoir : faire respecter le droit des peuples à l'autodétermination. En refusant aux Arabes palestiniens, qui constituaient [alors] une majorité des deux tiers du pays, le droit de décider par eux-mêmes, les Nations-unies violaient leur propre charte. » *Sami Hadawi, « Bitter Harvest »*

Les sionistes étaient-ils prêts à se contenter du territoire accordé lors de la partition de 1947 ?

« Alors que la direction du *Yishouv* avait officiellement accepté la résolution de 1947, relative à la partition, les pans entiers de la société israélienne – y compris Ben Gourion – qui s'y opposèrent ou exprimèrent leur mécontentement conclurent rapidement qu'une guerre fournirait une occasion idéale d'étendre les frontières du nouvel État au-delà de celles désignées par la partition onusienne, et aux dépens des Palestiniens. » *Benny Morris, historien israélien, dans « Tikkun », mars/avril 1998*

La guerre débute

« En décembre 1947, les Britanniques annoncèrent qu'ils se retireraient de Palestine à compter du 15 mai 1948. Les Palestiniens, à Jérusalem et à Jaffa, appelèrent à la grève générale contre la partition. Presque immédiatement, des combats éclatèrent dans les rues de Jérusalem... De violents incidents se multiplièrent et dégénérent en une guerre acharnée... Pendant ce mois fatidique

d'avril 1948, huit des treize principales attaques sionistes contre des Palestiniens eurent lieu dans les territoires attribués à l'État arabe. » « *Our Roots Are Still Alive* », *People Press Palestine Book Project*

Le non-respect par les sionistes des frontières fixées par la partition

« Avant la fin du mandat, et donc avant que les États arabes ne puissent intervenir, les Juifs, forts de leurs supériorités militaire et d'organisation, occupaient... la plupart des villes arabes de Palestine, donc avant le 15 mai 1948. Tibériade fut occupée le 19 avril 1948, Haïfa le 22 avril, Jaffa le 28 avril, les quartiers arabes de la ville nouvelle de Jérusalem le 30 avril, Beit Shean le 8 mai, Safed le 10 mai et Saint-Jean d'Acre le 14 mai 1948... Par contre, les Arabes palestiniens, eux, ne s'étaient emparés d'aucuns des territoires réservés à l'État juif par la résolution de partition. » *Henry Cattan*, auteur britannique, « *Palestine, The Arabs and Israel* »

La culpabilité dans l'escalade des combats

« Menahem Begin, le chef de l'Irgoun, explique comment 'à Jérusalem, comme ailleurs, nous avons été les premiers à passer de la défensive à l'offensive ... les Arabes qui étaient terrorisés s'enfuyaient ... La Hagana remportait d'autres victoires à l'occasion d'attaques sur d'autres fronts, tandis que les forces juives continuaient d'avancer à travers Haïfa comme un couteau dans du beurre'... Les Israéliens prétendent aujourd'hui que la guerre en Palestine a commencé avec l'entrée des armées arabes en Palestine après le 15 mai 1948. En fait, il s'agissait là de la seconde phase de la guerre; ils n'assistèrent pas aux massacres, aux expulsions et aux expropriations qui eurent lieu avant cette fameuse date et qui rendirent nécessaire 'l'intervention' des États arabes. » *Sami Hadawi*, « *Bitter Harvest* »

Le massacre des Palestiniens par les soldats juifs à Deir Yassin

« Pendant toute la journée du 9 avril 1948, les soldats de l'Irgoun et du LEHI ont perpétré le massacre de manière froide et préméditée... Les attaquants 'ont aligné des hommes, des femmes et des enfants contre les murs et les ont abattus,'... La cruauté de l'attaque contre Deir Yassin a choqué l'opinion juive et l'opinion mondiale; ce massacre sema la terreur et la panique parmi la population arabe; et dans tout le pays, ces populations civiles désarmées s'enfuirent de leurs maisons. » *Simha Flapan*, auteur israélien, « *The Birth of Israel* »

Deir Yassin a-t-elle été la seule action de ce genre ?

« À partir de 1948, le Juif était non seulement capable de se 'défendre tout seul' mais aussi de commettre des atrocités à grande échelle. En effet, selon l'ancien directeur des archives militaires israéliennes, 'dans presque tous les villages que nous occupions lors de la guerre d'indépendance, des actes, définis comme crimes de guerre, tels que meurtres, massacres et viols, furent commis'... Uri Milstein, l'historien israélien spécialisé dans la guerre de 1948 et qui fait autorité, va plus loin en affirmant encore aujourd'hui que 'chaque accrochage se terminait par un massacre d'Arabes. » *Norman Finkelstein*, « *Image and Reality of the Israel-Palestine Conflict* »

1948 : Le statut d'État et les expulsions

La réaction arabe à l'annonce de la création de l'État d'Israël.

« La Ligue Arabe appela précipitamment ses pays membres à envoyer des troupes armées régulières en Palestine. L'ordre consistait seulement à sécuriser les parties de la Palestine attribuées aux Arabes en vertu du plan de partition. Mais ces armées régulières étaient mal équipées et dépourvues d'un commandement centralisé pour coordonner leurs efforts... [Le roi de Jordanie, Abdallah] fit la promesse [aux Israéliens et aux Britanniques] que ses troupes (la Légion Arabe,

seule véritable force de combat parmi les armées arabes) éviteraient de se battre contre les implantations juives... Pourtant, les historiens occidentaux rapportent que le tout nouvel État d'Israël repoussa à ce moment-là 'les hordes gigantesques' de cinq pays arabes. En réalité, c'est l'offensive contre les Palestiniens qui s'intensifia. » *The Peoples Press Palestine Book Project*, « *Our Roots Are Still Alive* »

Le nettoyage ethnique de la population arabe de Palestine

« Joseph Weitz était le directeur du Fonds National Juif à la Terre... Le 19 décembre 1940, il écrivait : 'Que ce soit bien clair : dans ce pays, il n'y a pas de place pour deux peuples... Jusqu'à présent, l'entreprise sioniste... c'est bien déroulée, à son rythme, et elle pouvait se contenter 'd'acheter des terres' – mais cela n'aboutira pas à l'État d'Israël; il faut que cela se fasse d'un coup, à la manière d'un Salut (c'est le secret de l'idée messianique); et il n'y a pas d'autres moyens que de transférer les Arabes vers les pays voisins, de les transférer tous; à l'exception peut-être de Bethléem, de Nazareth et du Vieux Jérusalem, nous ne devons leur laisser aucun village, pas même une simple tribu'... Ce sont des centaines de déclarations similaires que faisaient les sionistes. » *Edward Saïd*, « *The Question of Palestine* »

« À la suite du soulèvement de 1936, pas un seul des principaux dirigeants [sionistes] n'était capable de concevoir une future coexistence sans une séparation physique et nette des deux peuples – séparation réalisable uniquement par le transfert et les expulsions. En public, ils continuaient tous de parler de coexistence et attribuaient la violence à une petite minorité de fanatiques et d'agitateurs. En fait, il ne s'agissait que d'une simple posture. Ben Gourion résuma la situation ainsi : 'A l'aide du transfert forcé nous disposerons d'un vaste espace (pour les implantations)... Je soutiens le transfert forcé. Je ne vois rien d'immoral à cela. » *Benny Morris*, *historien israélien*, « *Righteous Victims* ».

« Ben Gourion voulait manifestement que le moins possible d'Arabes demeurent dans l'État juif. Il espérait les voir s'enfuir. Il le répéta souvent à ses collègues et à ses assistants à l'occasion de réunions en août, septembre et octobre [1948]. Mais aucune politique [générale] d'expulsion ne fut jamais [officiellement] exposée et Ben Gourion se garda toujours d'émettre par écrit des ordres d'expulsion clairs; il préférait que ses généraux 'comprennent' par eux-mêmes ce qu'il attendait d'eux. Il souhaitait éviter que l'histoire ne se souvienne de lui comme du 'grand expulseur' et il ne voulait pas que le gouvernement israélien soit impliqué dans une politique moralement injustifiable... Mais alors qu'il n'y avait pas de politique officielle d'expulsion, les offensives de juillet et d'octobre [1948], en comparaison avec la première moitié de la guerre, furent caractérisées par des expulsions bien plus nombreuses et, pour tout dire, par encore plus de brutalité envers les populations civiles arabes. *Benny Morris*, « *The Birth of the Palestinian Refugee Problem, 1947-1949* »

La Nakba de 1948

« La propagande israélienne a renoncé en grande partie à affirmer que l'exode palestinien de 1948 était 'volontaire'. Les cercles officiels concèdent implicitement que la population arabe s'est enfuie à la suite de l'action israélienne – soit directement, comme à Lydda et à Ramallah, soit indirectement, en conséquence de la panique qui s'empara des populations arabes à travers toute la Palestine (panique d'être massacrées comme à Deir Yassin.) Cependant, même si la vérité historique a été rétablie avec réticence, la direction israélienne a toujours refusé de reconnaître sa responsabilité morale et politique vis-à-vis du problème des réfugiés qu'elle – ou ses prédécesseurs – a sciemment provoqué. » *Peretz Kidron*, cité dans « *Blaming the Victims* », éd. *Saïd Hitchens*

« La BBC (British Broadcasting Corporation) a contrôlé toutes les diffusions sur le Moyen-Orient pour l'ensemble de l'année 1948. Les enregistrements, ainsi que les documents rédigés par une unité de contrôle américaine, peuvent être consultés au British Museum. Il n'y a jamais eu, en 1948, le

moindre ordre ou appel ou même suggestion d'évacuer la Palestine, émanant de stations de radio arabes, à l'intérieur ou à l'extérieur de la Palestine. Par contre, il y a des archives d'enregistrements d'appels arabes répétés, voire des ordres clairs, enjoignant la population arabe à ne pas bouger.
Erskine Childers, chercheur britannique, cité dans « Bitter Harvest » de Sami Hadawi



« Que le but ultime de Ben Gourion était d'évacuer autant de la population arabe que possible de l'État hébreu ne peut difficilement être remis en cause, ne serait-ce qu'au regard de la variété de moyens qu'il mit en oeuvre pour y parvenir... et de la manière la plus résolue, en détruisant des villages entiers et en chassant leurs habitants... même s'ils n'avaient pas pris part à la guerre et qu'ils étaient restés en Israël dans l'espoir d'y vivre en paix et dans l'égalité, ainsi que la déclaration d'indépendance l'avait promis. » *Simha Flapan, auteur israélien, « The Birth of Israel »*

La destruction délibérée de villages arabes pour empêcher tout retour des Palestiniens

« Pendant le mois de mai [1948], les conceptions sur la façon de consolider et de rendre permanent l'exil des Palestiniens se concrétisèrent, et la destruction de villages fut immédiatement perçue comme le meilleur moyen d'atteindre ce but... [Même avant,] Le 10 avril, les unités du Haganah prirent Abou Shusha... Cette nuit-là, le village fut détruit... Khulda fut rasée par les bulldozers israéliens le 20 avril... Abou Zureiq, complètement démolie... Al Mansi et An Nagnaghiya, dans le sud-est, furent-elles aussi rasées... À partir de la mi-49, la majorité [des 350 villages arabes

fraîchement dépeuplés] était soit complètement ou partiellement en ruines, soit rendue inhabitable. » *Benny Morris, « The Birth of Palestinian Refugee Problem, 1947-1949 »*

« La première résolution de l'Assemblée générale de l'ONU – la résolution n 194 – affirmant le droit des Palestiniens de retourner leurs maisons et de retrouver leurs propriétés a été adoptée le 11 décembre 1948. Elle a été adoptée à nouveau pas moins de 28 fois depuis cette première date. Bien que le droit politique et moral pour une personne de retourner à son lieu de résidence continue est universellement reconnu, Israël a dénié toute possibilité de retour, Israël a refusé la possibilité d'un retour [et] a systématiquement et juridiquement rendu impossible, quelle qu'en soit raison, le retour des Arabes palestiniens, l'indemnisation de leurs propriétés ou même le droit de vivre en Israël comme citoyens égaux devant la loi avec les Juifs israéliens. » *Edward Said, « The Question of Palestine »*

Le droit au retour

« Le fait que les Arabes aient fui terrorisés par la peur d'une répétition des massacres sionistes de 1948, n'est pas une raison pour les priver de leurs maisons, de leurs champs et de leur gagne-pain. Généralement, les populations civiles qui se trouvent prises dans des zones de combats paniquent. Mais elles ont toujours pu retourner chez elles une fois le danger passé. Avec la conquête militaire, les droits privés à la propriété ne sont pas abolis pour autant, ni le vainqueur peut-il confisquer les maisons, les propriétés et les biens personnels de la population civile non combattante. La saisie de propriétés arabes par les Israéliens fut un scandale. » *Sami Hadawi, « Bitter Harvest »*

Les négociations après les guerres de 1948-1949

« [À Lausanne,] l'Égypte, la Syrie, le Liban et les Palestiniens ont tenté, en négociant, de sauver ce qu'ils avaient perdu pendant la guerre – un État palestinien aux côtés d'Israël. Cependant, Israël... [préfère] un armistice précaire à une paix définitive qui aurait impliqué des concessions territoriales et le rapatriement, même d'un nombre symbolique, de réfugiés. Le refus de reconnaître le droit des Palestiniens à l'autodétermination et à l'indépendance est devenu, au cours des années, la principale source de l'agitation, de la violence et du bain de sang qui ont eu lieu. » *Simha Flapan, auteur israélien, « The Birth of Israel »*

« La conférence [de Lausanne] a officiellement débuté le 27 avril 1949. Le 12 mai, le Comité de Conciliation de la Palestine [des Nations unies] n'obtint son unique succès que lorsqu'il persuada les parties de signer un protocole à propos d'une feuille de route en vue d'une paix complète. Pour la première fois, Israël a accepté le principe du rapatriement [des réfugiés arabes] et l'internationalisation de Jérusalem, [mais en fait] il ne s'agissait de leur part que d'un pur exercice de relations publiques visant à renforcer l'image d'Israël à l'échelle internationale [...] Walter Eytan, le chef de la délégation israélienne, [a déclaré] : « Ma décision principale était de saboter le protocole du 12 mai, que nous n'avions signé que dans le seul but d'être admis à l'ONU. Avions-nous refusé de signer...cela aurait immédiatement été rapporté au secrétaire-général et aux différents gouvernements. » *Illan Pappé, historien israélien, « The Making of the Arab-Israel Conflict, 1947-1951 »*

« Dans le préambule de cette résolution d'admission figurait la clause de sauvegarde suivante : 'Rappelant la résolution du 29 novembre 1947 (sur la partition) et celle du 11 décembre 1948 (sur les réparations et les indemnités), et prenant note des déclarations et des explications faites par le représentant du gouvernement israélien devant le Comité Politique ad hoc au sujet de l'exécution des dites résolutions, l'Assemblée Générale... décide d'admettre Israël en tant qu'État membre des Nations unies.'

« Il faut bien comprendre qu'il s'agit là d'une condition ainsi que d'une promesse d'exécuter les résolutions mentionnées. En aucune manière, il n'y était question que de telles exécutions soient

assujetties à la conclusion d'une paix aux conditions fixées par Israël, ainsi que les Israéliens le revendiquèrent plus tard pour justifier leur refus de se plier [à l'exécution de ces résolutions.] »
Sami Hadawi, « Bitter Harvest »

Le sort des Palestiniens devenus maintenant des réfugiés

« L'hiver de 1949, le premier hiver d'exil pour plus de 750 000 Palestiniens, fut froid et rigoureux...Des familles se sont réfugiées dans des grottes, d'autres dans des huttes abandonnées ou des tentes de fortune...Nombre de ces affamés n'étaient distants que de quelques kilomètres de leurs jardins potagers et de leurs vergers en Palestine occupée, le nouvel État d'Israël...À la fin de 1949, les Nations unies finirent par agir. Elles mirent sur pieds Office de secours et de travaux des Nations Unies (UNRWA) pour prendre le relais d'agences bénévoles pour s'occuper de soixante camps de réfugiés. » The Peoples Press Palestine Book Project, « Our Roots are Still Alive »

La guerre de 1967 et l'occupation israélienne de la Cisjordanie et de Gaza

L'ancien commandant de l'armée de l'air, le général Ezer Weitzman, a affirmé qu'il n'y avait pas de « menace de destruction' mais que l'attaque de l'Égypte, de la Syrie et de la Jordanie était néanmoins justifiée pour permettre à Israël d'exister par rapport à la taille, l'esprit et la qualité qu'il personnifie. »

Menahem Begin a dit : « En juin 1967, 'En juin 1967, nous étions de nouveau face à un choix. Les concentrations de l'Armée égyptienne sur les voies d'accès au Sinaï ne confirmaient aucunement que Nasser allait vraiment nous attaquer. Soyons honnête avec nous-mêmes. C'est nous qui avons décidé de l'attaquer.'

« Je ne crois pas que Nasser voulait la guerre. Les deux divisions qu'il envoya dans le Sinaï n'auraient pas été suffisantes pour lancer une offensive. Il le savait et nous le savions. » *Yitzhak Rabin, chef d'État-major interarmées en 1967, Le Monde, 28/2/1968*

« Moshé Dayan, le célèbre chef militaire qui donna l'ordre, en 1967, en tant que ministre de la défense, de conquérir le Golan,..[a dit] que de nombreuses escarmouches avec les Syriens ont été provoquées par Israël, et les habitants des kibboutz qui ont poussé le gouvernement à prendre le plateau de Golan ne l'ont pas fait par souci de sécurité mais pour l'extension de leurs exploitations... [Dayan a affirmé] 'Ils n'ont même pas essayé de cacher leur convoitise pour ces terres...Dans la zone démilitarisée où nous ne pouvions rien faire, nous avons prévu d'envoyer un tracteur pour labourer quelque endroit sachant d'avance que les Syriens se mettraient à tirer. S'ils ne tiraient pas, nous dirions au conducteur d'avancer plus loin jusqu'à ce que les Syriens finissent par être énervés et tirent.

« Ensuite nous utiliserions l'artillerie et encore plus tard nous y ajouterions la force aérienne, et c'est ce qui s'est passé... Les Syriens, au quatrième jour de la guerre, ne constituaient plus une menace pour nous. » *The New York Times, 11 mai 1967*

L'histoire de l'expansionnisme israélien

« Le danger principal que représente Israël, en tant que 'État juif', à l'égard de son propre peuple, des autres Juifs et de ses voisins, est sa poursuite motivée idéologiquement d'expansion territoriale et de la série inévitable de guerres qui s'en suivra...Aucun politicien sioniste n'a jamais répudié l'idée de Ben-Gourion que la politique d'Israël doivent être fondées (dans les limites de considérations pratiques) sur la restauration des frontières bibliques en tant que frontières de l'État juif. » *Israël Shahak, professeur israélien, « Jewish History, Jewish Religion : The Weight of 3000 Years »*

« Dans le journal personnel du premier ministre israélien Moché Sharatt, il y a un extrait de mai 1955 dans lequel il cite Moshé Dayan : « [Pour Israël] l'arme principale, sinon la seule, pour conserver un bon moral ainsi que sa conviction morale est l'épée. Et pour y arriver, il peut, ou plutôt, il doit inventer des dangers, et pour y parvenir, il doit adopter la méthode provocations/représailles...Et par-dessus tout, espérons tous qu'éclate une nouvelle guerre avec les pays arabes, pour qui nous puissions enfin nous débarrasser de nos problèmes et obtenir notre espace. » Cité dans « *Israel's Sacred Terrorism* » de Livia Rokach

« En violation du droit international, [lors de la guerre de 1967] Israël a confisqué plus de 52 % du territoire de la Cisjordanie et 30 % de la bande de Gaza à des fins militaires ou pour l'implantations de populations civiles juives...De 1967 à 1982, le gouvernement militaire d'Israël a démoli 1 338 maisons palestiniennes en Cisjordanie. Au cours de cette période, plus de 300 000 Palestiniens ont été détenus sans procès pour des périodes variables par les forces de la sécurité israélienne. » « *Intifada : The Palestinian Uprising Against Israeli Occupation* », éditeur Lockman Beinin

« Conformément à la Charte de l'ONU, aucun gain territorial ne peut légalement résulter d'une guerre, même lorsqu'un État agit en légitime défense. La réponse des autres États à l'occupation d'Israël est unanime pour dire que même si l'action d'Israël était défensive, son maintien en Cisjordanie et dans la bande de Gaza ne l'est pas ...L'Assemblée générale [de l'ONU] a déterminé que de l'occupation par Israël de la Cisjordanie et de Gaza constituait une négation de d'autodétermination et, par conséquent, 'une menace grave et grandissante à la paix internationale et la sécurité'. » John Quigley, « *Palestine and Israël : A Challenge to Justice* »

« Une étude menée par des étudiants de l'Université de Bethléem et rapportée par le Comité international de coordination des ONG à Jérusalem, montrait que de nombreuses familles étaient privées d'eau courante pendant cinq jours d'affilée. En outre, selon le rapport, 'les quotas d'eau limitent l'utilisation par les Palestiniens vivant en Cisjordanie et à Gaza, tandis que les colons israéliens en ont des quantités presque illimitées'.

« Un voyage d'été dans une colonie juive à la limite du désert de Judée à moins de huit kilomètres de Bethléem a confirmé cette inégalité d'accès à l'eau. Tandis que tous les habitants de Bethléem achetaient de l'eau de camions-citernes à des prix très élevés, les pelouses des colonies étaient vertes. Les systèmes d'arrosage fonctionnaient à midi sous le soleil brûlant du mois d'août. . Les cris d'enfants se baignant dans des piscines extérieures rendaient l'ambiance encore plus irréaliste. » Betty Jane Bailey, dans « *The Link* », décembre 1966

« N'oubliez pas que 90 % des enfants de deux ans ou plus ont vécu l'expérience – et certains à de très nombreuses reprises – de l'armée [israélienne] forçant la porte de leur maison, frappant les membres de leur famille et détruisant une partie de leur mobilier. Nombre d'entre eux furent eux-mêmes battus, eurent les os brisés, furent aspergés de gaz lacrymogène, reçurent des balles ou virent de telles scènes se dérouler sur leurs frères et soeurs ou sur leurs voisins... [L'absence] de sécurité a des répercussions émotionnelles sur l'enfant. Celui-ci a besoin de se sentir en sécurité. Nous voyons les conséquences pour lui lorsqu'il n'a pas ce sentiment de sécurité. Dans notre étude, nous avons trouvé que les enfants des expériences traumatisantes ont tendance à être plus extrêmes dans leur comportement et, plus tard, dans leurs convictions politiques. » Dr Samir Quota, directeur de recherche au Programme de Santé Mentale de la Communauté de Gaza, cité dans *The Journal of Palestine Studies*, été 1996, p.84

« Il n'y a rien de comparable à la souffrance que l'on peut ressentir lorsque l'on écoute un [Palestinien] de 35 ans qui a travaillé pendant quinze ans comme journalier illégal en Israël afin d'épargner assez d'argent pour construire une maison pour sa famille et qui, un jour, revient de son travail et voit, bouleversé, que sa maison et tout ce qu'elle contenait ont été écrasés par un bulldozer israélien. Lorsque j'ai demandé pourquoi c'était arrivé – le terrain, après tout, lui appartenait – on me répandit qu'un document qu'un soldat israélien lui avait remis le jour suivant stipulait que la

structure avait été érigée sans permis. Y a-t-il un autre endroit dans le monde où les gens doivent obtenir un permis (qui leur est d'ailleurs toujours refusé) pour construire sur leur propre propriété ? Les Juifs peuvent construire, mais les Palestiniens, jamais. C'est de l'apartheid. » *Edward Said, dans « The Nation », 4 mai 1998*

Toutes les colonies juives dans les territoires occupés lors de la guerre de 1967 constituent une violation directe des Conventions de Genève, dont Israël est signataire.

« La Convention de Genève exige qu'une puissance occupante apporte le moins de changements possibles à l'ordre établi pendant son occupation. Une de ces obligations est qu'elle doit laisser le territoire aux populations qu'elle y a trouvés. Elle ne doit pas permettre à ses propres populations de peupler le territoire. Cette interdiction est stipulée dans l'article 49, qui affirme : 'La puissance occupante ne pourra procéder à la déportation ou au transfert d'une partie de sa propre population civile dans le territoire occupé par elle.' » *John Quigley, « Palestine and Israel : A Challenge to Justice »*

Extraits de rapports du département d'État des États-Unis durant l'Intifada

« Voici quelques extraits des Rapports par pays du département d'État des États-Unis sur la situation des droits de la personne entre 1988 et 1991 :

1988 : 'De nombreux morts et blessés auraient pu être évités' si les soldats israéliens n'avaient pas utilisé leurs armes à feu lors de situations qui ne mettaient pas les troupes en danger de mort...Les troupes des Forces de Défense israéliennes ont utilisé des matraques pour battre des Palestiniens qui n'étaient pas directement impliqués dans les émeutes ou qui refusaient d'obtempérer, et leur casser les jambes... Il a été établi qu'au moins treize Palestiniens sont morts de ces brutalités...'

1989 : Des associations des droits de la personne ont accusé le personnel de sécurité en civil d'agir en escadrons de la mort, d'avoir tué sans sommation des activistes palestiniens, après qu'ils se furent rendus ou après qu'ils eurent été maîtrisés...

1991 : [Selon le rapport] les associations des droits de la personne ont publié des 'rapports crédibles et détaillés de torture, d'abus et de maltraitance de détenus palestiniens dans les prisons et les centres de détention. » *Paul Findley, ancien membre du Congrès, « Deliberate Deceptions »*

Jérusalem – capitale éternelle et indivisible d'Israël ?

« Dans un article du *Jerusalem Report* (28 février 2000), Leslie Susser souligne que les frontières actuelles ont été tracées après la guerre des Six Jours. La responsabilité du tracé de ces frontières avait été confiée au chef du commandement central, Rehavan Ze'evi. La ligne qu'il a tracée 'comprendait non seulement les cinq kilomètres carrés du Jérusalem-Est arabe, mais aussi les 65 kilomètres carrés des villages et des milieux naturels environnants, dont la plupart n'avaient jamais eu de lien municipal avec Jérusalem. Du jour au lendemain, ils faisaient partie de la capitale éternelle et indivisible d'Israël. » *Allan Brownsfield dans le Washington Report on Middle East Affairs, mai 2000*

La feuille de route du terrorisme d'État israélien

« On peut se plaindre et même souhaiter se venger pour la perte de vie et les souffrances infligées à des innocents par la violence palestinienne, je pense qu'il ne faut pas oublier de dire qu'aucun mouvement national n'a été si injustement pénalisé, diffamé et assujéti à des représailles disproportionnées pour ses péchés que ne l'a été celui des Palestiniens.

« La politique israélienne de contre-attaques punitives (ou terrorisme d'État) semble être de tuer entre 50 et 100 Arabes pour chaque Juif mort. La dévastation de camps libanais de réfugiés,

d'hôpitaux, d'écoles, de mosquées, d'églises et d'orphelinats, les arrestations sommaires, les déportations, les destructions de maisons, les mutilations et la torture des Palestiniens en Cisjordanie et à Gaza... ces faits, et le nombre de Palestiniens tués, l'ampleur des pertes matérielles, les privations physiques, politiques et psychologiques, ont de loin surpassé les dommages causés aux Israéliens par les Palestiniens. » *Edward Said, « The Question of Palestine »*

« Il est tout à fait extraordinaire et sans précédent que l'histoire d'Israël et son passé, du fait ... que c'est un État fondé sur la conquête, qu'il a envahi les pays avoisinants, bombardé et détruit à volonté, du fait qu'il occupe présentement des territoires libanais, syriens et palestiniens en violation du droit international, et qu'il n'a jamais fait l'objet d'une enquête par les médias américains ni dans le discours officiel...sans parler de son rôle dans la provocation de la 'terreur islamique'. » *Edward Said dans « The Progressive », 30 mai 1996*



L'infamie appelée « parc Canada »

Une histoire de dépossession et de souffrances

- Dr Ismail Zayid -



Parc Canada est un parc national construit sur trois villages palestiniens ayant fait l'objet d'un nettoyage ethnique.

Je suis né en 1933 dans le village de Beit Nouba en Palestine, où j'ai été élevé et où j'ai vécu heureux avec ma famille et mes amis. Le village de Beit Nouba existait depuis des milliers d'années, comme en témoignent les archives historiques. Cependant, les guerres d'agression et les crimes de guerre israéliens ont entaché de douleur et de tragédie son histoire récente.

En mai 1948, l'armée israélienne a lancé une attaque afin d'occuper les villages de Imwas [Emmaüs], Yalu et Beit Nouba, sans réussir à les conquérir. Ailleurs, en Palestine, les gangs sionistes terroristes et l'armée israélienne commettaient des massacres contre une population palestinienne sans armes et menaient leur campagne planifiée de longue date de nettoyage ethnique pour chasser le peuple palestinien de sa patrie. Un jour parmi tant d'autres dans ce conflit m'afflige de souvenirs pénibles. C'est le 10 juillet 1948 que les troupes armées israéliennes, dirigées par Yitzhak Rabin, ont occupé les villes palestiniennes de Lydda et de Ramleh. Rabin et ses officiers ont chassé de 50 000 à 60 000 habitants civils de ces deux villes, les éloignant de leurs maisons dans la terreur, utilisant des avions à basse altitude qui volaient au-dessus d'eux, tirant sur des gens au hasard et les forçant de se sauver. Le souvenir de ces hommes, femmes et enfants terrorisés, affamés et assoiffés, prenant la fuite sous un soleil de plomb de midi, et ayant couru près de vingt-cinq kilomètres au village de Beit Nouba où moi, jeune garçon de 15 ans, je les ai, de mes propres yeux, vu arriver, est un souvenir qui ne s'effacera jamais.



Imwas en 1958 (à gauche) et en 1968 (à droite), après avoir été rasée par les sionistes



Les Palestiniens sont expulsés d'Imwas par l'armée israélienne, qui détruit leurs maisons au bulldozer.

La défaite de l'armée israélienne et son incapacité à occuper ces trois villages en mai 1948 ont engendré une revanche brutale 19 ans plus tard dans la guerre d'agression qu'Israël a planifiée et mise en oeuvre le 5 juin 1967 contre ses voisins arabes. Le 6 juin, ces trois villages furent occupés, sans un seul coup de fusil, dynamités et rasés par bulldozer sur les ordres directs de Yitzhak Rabin, qui était alors chef de l'état-major de l'armée israélienne. Les villageois, plus de 10 000, ont été expulsés de leur terre. Dans le village de Beit Nouba, 18 personnes ont été enterrées vivantes sous les ruines de leurs maisons parce qu'elles étaient trop âgées ou infirmes et incapables de sortir de leur maison avant qu'elle ne soit démolie.

L'un d'eux, Mohammad Ali Baker, était l'oncle de ma mère. Il était vieux et noué d'arthrite, et lent à se déplacer. Tandis qu'ils démolissaient la partie ouest de notre maison, les soldats israéliens lui ont dit qu'il serait enseveli vivant s'il ne fuyait pas lorsque la partie est de la maison serait démolie. Il a été rapidement sorti. La douleur et la souffrance que ma mère a vécues sont incommensurables et

elles sont restées jusqu'à son dernier souffle. Ma mère, mon frère, mes soeurs et mon oncle ont été chassés de leur terre, on ne leur a jamais permis d'y retourner, et je continue de porter cette douleur en moi.

La destruction de ces trois villages en juin 1967 a été décrite dans le documentaire de CBC mentionné plus bas comme étant un acte de vengeance, selon le général Narkiss, le commandant des forces israéliennes qui ont démoli ces villages.

La destruction de ces villages a été couverte et décrite par le journaliste israélien Amos Kenan, qui était un soldat réserviste dans la force d'occupation à Beit Nouba. Il a relaté les faits suivants au quotidien israélien *Ha'Olam Hazeh*, qui fut interdit par la censure de publier l'article. Celui-ci a été envoyé à tous les membres du Knesset, au premier ministre israélien ainsi qu'au ministre de la Défense, mais n'a suscité aucune réponse.

« Le commandant de l'unité nous a dit qu'il avait été décidé de faire sauter les trois villages dans notre secteur ; il s'agissait de Beit Nouba, Imwas et Yalu.[...] Nous avons reçu l'ordre de bloquer les entrées des villages et d'empêcher les habitants d'y retourner. [...] L'ordre était de tirer des coups de feu au-dessus de leur tête et de leur dire de ne pas entrer au village.

« Beit Nouba a été érigé sur de fines roches de carrière ; certaines des maisons sont magnifiques. Chaque maison est entourée d'un verger, d'oliviers, d'abricots, de vignes et de cyprès. Elles sont bien entretenues. Parmi les arbres se trouvent des potagers bien entretenus.

« À midi, le premier bulldozer est arrivé et a démoli la première maison au bout du village. En moins de dix minutes, la maison était réduite en cendres. Les oliviers et les cyprès ont tous été déracinés. Après la destruction de trois maisons, la première colonne de réfugiés est arrivée en provenance de Ramallah. Nous n'avons pas tiré des coups de fusil dans les airs. Il y avait des personnes âgées qui pouvaient à peine marcher, des femmes âgées qui murmuraient, des mères portant leurs bébés, des petits enfants. Les enfants pleuraient et demandaient de l'eau. Ils arboraient tous un drapeau blanc.

« Nous leur avons dit de se rendre à Beit Sira. Ils nous ont dit qu'ils en avaient été chassés. Ils erraient ainsi depuis quatre jours, sans nourriture, certains rendant l'âme en chemin. Ils demandaient de retourner à leur village. [...] Certains avaient une chèvre, un agneau, un âne ou un chameau. Un père broyait du blé à la main pour nourrir ses quatre enfants. [...] Les enfants pleuraient. Certains de nos soldats se sont aussi mis à pleurer.

« Nous sommes allés chercher de l'eau pour les Arabes. Nous avons arrêté une auto transportant un major, deux capitaines et une femme. [...] Nous avons demandé aux officiers pourquoi ces réfugiés avaient été chassés d'un endroit à l'autre et chassés de force de partout. Ils ont répondu que c'était bon pour eux, qu'ils devaient partir. 'De plus', ont dit les officiers, 'en quoi devrions-nous être préoccupés par le sort d'Arabes de toutes façons ?'

« Nous les avons chassés. Ils errent comme du bétail perdu. Les faibles meurent. Notre unité était scandalisée. Les réfugiés grinçaient des dents en voyant les bulldozers arracher les arbres. Nous ne comprenions pas comment des Juifs pouvaient agir ainsi. Personne ne comprenait pourquoi on empêchait ces *fellahins* [villageois] de se prendre des couvertures et de la nourriture.

« Les poules et les colombes étaient ensevelies dans les débris. Les champs étaient transformés en terrains vagues sous nos yeux. Les enfants qu'on a vu pleurer sur la route seront des fedayin dans dix-neuf ans, lors de la prochaine ronde. Ainsi, nous avons perdu la victoire. » (*Extraits de Israel Imperial News, mars 1968*)

Uri Avnery, alors un membre du Knesset, a dit de la destruction de ces villages qu'il s'agissait d'un crime de guerre définitif. Ce crime a été perpétré suivant les ordres directs de Yitzhak Rabin, chef

d'état-major des forces armées israéliennes à l'époque. Ces actes sont une violation flagrante de la Quatrième Convention de Genève, 1949, dont Israël est signataire. L'article 53 de la convention stipule : « Il est interdit à la Puissance occupante de détruire des biens mobiliers ou immobiliers, appartenant individuellement ou collectivement à des personnes privées, à l'État ou à des collectivités publiques, à des organisations sociales ou coopératives, sauf dans les cas où ces destructions seraient rendues absolument nécessaires par les opérations militaires. »

Il est désormais difficile de déceler les ruines et les décombres. **Aujourd'hui est érigé, sur les décombres de ces trois villages, Imwas [le village biblique d'Émmaüs, où Jésus-Christ est apparu suite à sa résurrection pour rencontrer ses apôtres], Yalu et Beit Nouba, est érigé cette infamie nommée 'parc Canada', un endroit de pique-niques pour Israéliens, bâti à même des dollars déductibles d'impôt fournis par le Fonds national juif (FNJ), une oeuvre de charité canadienne enregistrée.** [*Notre souligné – ndlr*]

C'est en 1973 que Bernard Bloomfield de Montréal, alors président du FNJ au Canada, a été le fer de lance d'une campagne au sein de la communauté juive canadienne visant à recueillir 15 millions de dollars pour ériger parc Canada, afin de fournir une aire de pique-nique pour les Israéliens de Jérusalem et de Tel Aviv.

À l'entrée de parc Canada, au bout de la promenade John Diefenbaker (inaugurée par Diefenbaker lui-même en 1975), il y a une pancarte où on peut lire : « Bienvenu au parc Canada dans la vallée Ayalon – un projet du Fonds national juif du Canada. »

Le FNJ, responsable de l'entretien du parc, a éliminé des alentours tout signe des villages et de leurs habitants. Il semblerait que seulement les donateurs canadiens méritent qu'on se souvienne d'eux ; leurs noms sont gravés dans des plaques de bronze qui couvrent tout un mur. Il est intéressant de noter que ces donateurs ne sont pas directement informés que le parc a été érigé sur le site de villages démolis. Le directeur du FNJ américain a déclaré : « La situation est délicate, et on ne peut s'attendre à ce qu'une institution [telle que le FNJ canadien], qui recueille de l'argent à l'étranger, rende publique cette question [de la démolition de ces villages]. (« *Canada Park : A Case Study* », par Ehud Meltz et Michal Selah, *Kol Hair*, 31 août 1984)

Une page entière du guide touristique sous forme de magazine, publié par le FNJ du Canada, est consacrée à l'histoire de la région. Elle relate des périodes bibliques, romaines, des Croisades et britanniques, sans jamais mentionner ces villages ou leur destruction. Un autre aspect de l'éradication de ces villages de la mémoire est qu'ils brillent par leur absence sur les cartes israéliennes.

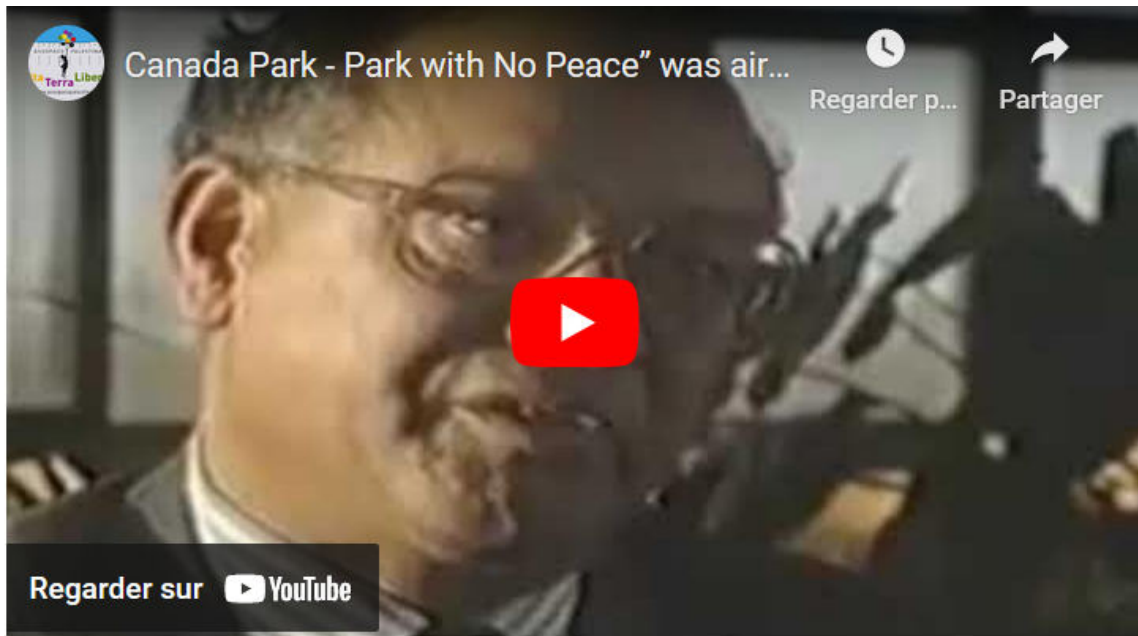
En tant que nouveau Canadien, ma douleur s'est accrue lorsque j'ai lu dans notre quotidien local, le *Halifax Herald*, du 4 décembre 1978, qu'on rendait hommage à Peter Herschorn, un homme d'affaires bien en vue de Halifax et ancien président de la branche atlantique du FNJ, pour son oeuvre humanitaire, parce qu'il aurait fait « le bon choix » en participant à la construction du parc Canada. Le lieutenant-général de la Nouvelle-Écosse, le premier ministre de la Nouvelle-Écosse et le maire de Halifax ont tous participé à cet évènement et y ont fait leurs salutations. J'ai été abasourdi de constater que les dirigeants politiques de mon nouveau pays, le Canada, envisageraient que la construction de centres récréatifs sur le site des décombres de villages pacifiques qui avaient été détruites de main criminelle et occupés illégalement serait un acte humanitaire.

Lorsqu'on m'a invité à venir au Canada enseigner à l'École de médecine de l'Université de Dalhousie, j'ai accepté avec enthousiasme, puisque j'avais une perception d'un Canada aux valeurs libérales défendant les droits humains et le droit international. Cependant, l'histoire de notre gouvernement, qui a permis que l'argent de nos impôts serve à construire ce déshonneur qu'est le parc Canada, un crime de guerre, a toujours été pour moi une source de tourment et de douleur. Au

cours des années, j'ai écrit à répétition, appuyé par des politiciens honorables comme le sénateur Heath Macquarrie et M. R.A. Corbett, député, aux ministres successifs de Revenu Canada, pour exprimer mon inquiétude à ce sujet, mais je n'ai reçu que des réponses vagues et de peu d'utilité. C'est au beau milieu de tout cela que l'émission *Fifth Estate* de la CBC a préparé et diffusé un documentaire sur le parc Canada, intitulé : « Un parc sans paix », diffusé le 21 octobre 1991. Il mérite d'être regardé et étudié par tous et toutes.

Au final, je suis devant vous aujourd'hui pour exprimer ma gratitude au Musée canadien des droits de la personne qui a accepté d'écouter mon histoire, laquelle expose la violation de mes droits humains, et de pouvoir exprimer la douleur des Palestiniens, qui ont été systématiquement expulsés de leur patrie et qui continuent de vivre comme des réfugiés à qui on refuse le droit fondamental de regagner leurs maisons, un droit clairement stipulé dans la *Déclaration universelle des droits de l'homme* et réitéré dans des résolutions de l'ONU. Alors qu'Israël continue de défier le droit international et d'exacerber notre agonie, nous constatons le lourd silence de pays comme le Canada, qui prétend défendre la Charte de l'ONU et les droits humains universels. Ce qui complique encore les choses, c'est qu'en tant que citoyen canadien je ressens la honte et la douleur devant la complicité de mon pays, qui continue de subventionner ce crime de guerre, qu'on nomme tristement parc Canada, déshonorant ainsi le nom du Canada.

Parc Canada – « Un parc sans paix »

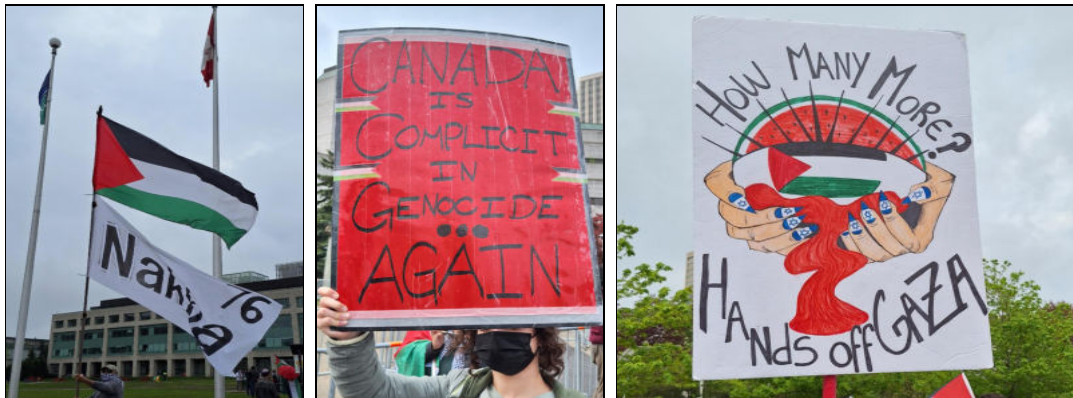


Militante opposition à la complicité du conseil municipal d'Ottawa avec le génocide

Une manifestation a eu lieu devant l'hôtel de ville d'Ottawa le 14 mai, où le conseil municipal était censé hisser le drapeau sioniste pour célébrer le soi-disant jour de l'indépendance de l'État d'Israël. Au lieu d'organiser la célébration prévue à 10 heures, la ville d'Ottawa a hissé le drapeau de l'infamie comme des voleurs dans la nuit.



La communauté palestinienne et ses alliés ont dénoncé le hissage du drapeau génocidaire et la ville d'Ottawa pour avoir célébré le génocide un jour avant l'anniversaire de la première Nakba et malgré la seconde Nakba qui se déroule sous les yeux de tous, les forces d'occupation israéliennes attaquant Rafah, intensifiant la crise humanitaire, qui est ce qui est condamné dans le monde entier. Un des organisateurs a souligné : « Nous sommes la foule qui se tient du bon côté de l'histoire, contre la guerre et le génocide. C'est ce que défendent les Palestiniens et leurs alliés. Nous sommes contre la guerre. Nous ne soutenons pas le génocide d'un peuple et c'est un drapeau terroriste que la ville d'Ottawa a décidé de hisser. Alors qu'Israël est actuellement jugé par la Cour internationale de justice, la ville d'Ottawa a honteusement décidé de hisser le drapeau du génocide un jour avant l'anniversaire de la Nakba, la Catastrophe, au cours de laquelle 15 000 Palestiniens ont été assassinés et 750 000 autres ont été expulsés de leurs maisons. C'est ce qu'Ottawa et les sionistes veulent célébrer, notre génocide. Ils veulent construire des terres sur les corps de nos enfants. Israël est un État terroriste, et nous continuerons de le dire aux médias : Judaïsme, oui ! Le sionisme, non ! »



14 mai



Reportage photo - 7 au 14 mai

**Des actions partout dans le monde réclament:
*Hors de Rafah! et Plus jamais la Nakba!***

**CANADA
Région de la capitale nationale**

Plus de 500 personnes ont marché pour Rafah le 11 mai à Ottawa. Au Monument pour les droits de la personne à 14 heures, un organisateur du Mouvement de la jeunesse palestinienne a dit que depuis sept mois Israël commet un génocide qui a tué 40 000 Palestiniens avec impunité, et qu'il

était claire comme l'eau de roche qu'il n'arrêterait pas avant que tous les Palestiniens aient été éliminés ou déplacés.

Il a souligné que la fermeture du point de passage à Rafah ainsi que les appels à l'évacuation par les forces d'occupation israéliennes laissent présager le pire si le monde n'agit pas rapidement contre Israël. « Alors que plus de 1,4 millions d'âmes se préparent au pire, l'action internationale se fait attendre. Le temps est venu d'imposer un embargo sur les armes. Le temps est venu d'imposer des sanctions et d'accélérer le tempo », a-t-il dit.

En outre, il a dit qu'Israël a montré de façon répétée qu'il n'est pas intéressé à sauver ses otages, ayant rejeté la plus récente entente d'échange de prisonniers qui aurait mené à un cessez-le-feu, et qu'il continue de faire connaître ses véritables intentions en poursuivant le génocide en cours à Gaza. Il a aussi souligné que cette année est le 76e anniversaire de la Nakba et a annoncé qu'il y aurait une commémoration de la Nakba à Ottawa le 15 mai à 18 h. « Nous nous rassemblerons au pavillon Tabaret et nous marcherons à nouveau. Une des choses qui est au cœur de la lutte palestinienne et qui est la source même de la Résistance contre l'entité sioniste est la volonté de retourner », a-t-il dit.

Il a souligné que le 11 mai est aussi le deuxième anniversaire de l'assassinat de la journaliste d'*Al Jazeera* Shireen Abu Akleh, tombée sous les tirs des forces sionistes alors qu'elle était aux premières lignes, rapportant sur le camp des réfugiés de Jénine en 2022. « Elle représentait la voix des Palestiniens dans toutes les régions arabes et à l'échelle internationale. Malheureusement, elle n'est pas la seule journaliste à se faire délibérément cibler par l'entité sioniste. Depuis octobre, plus de 120 journalistes ont été tués alors qu'Israël mène une guerre médiatique qui se caractérise par sa propagande et son ciblage délibéré de journalistes et de leurs familles, parce qu'ils exposent les mensonges et les atrocités d'Israël », a-t-il dit.

Il a dénoncé la complicité du Canada au cours des sept derniers mois de ce génocide et des tentatives répétées de réduire au silence la résistance et de supprimer le droit des Palestiniens d'exiger que justice soit faite. Il a terminé en réitérant les revendications du mouvement : « Nous exigeons un cessez-le-feu immédiat et permanent et que cesse le génocide, que cesse le siège brutal qui perdure depuis 17 ans à Gaza, et que cesse l'occupation de la Palestine qui perdure depuis plus de 75 ans ainsi que la complicité du Canada avec les crimes des sionistes israéliens. Nous affirmons plus que jamais que le retour est inévitable, que la fin de l'occupation est inévitable et que nous verrons une Palestine libre de notre vivant ! »

Les gens ont ensuite marché sur la rue Rideau jusqu'à l'Université d'Ottawa où ils se sont joints au campement en place sur le terrain du pavillon Tabaret, scandant « Divulgez, désinvestissez, nous n'arrêterons pas, nous ne nous reposerons pas ! »

Une des étudiantes organisatrices de l'occupation a dit : « Hier, des images horribles des réalités des Palestiniens enlevés par les forces de l'occupation israéliennes ont été publiées. En outre, sept fosses communes ont été découvertes dans les hôpitaux de la bande de Gaza, la plus récente étant à l'hôpital al-Shifa, où deux autres fosses communes ont été découvertes, attestant de la brutalité et de la destruction systématiques de ce qui reste du système de santé qui s'écroule. Les équipes médicales à Gaza ont exhumé les corps de 520 martyrs jusqu'à présent. Les fosses communes, qui exposent les actes de violence les plus horribles, s'ajoutent aux bombardements, aux exécutions sommaires, aux enlèvements et à la torture que les forces sionistes utilisent contre notre peuple à Gaza. L'inhumanité de cette occupation barbare ne connaît aucune limite.

« C'est précisément pourquoi notre travail ici n'est pas terminé. Nous allons rester sur les terrains de l'Université d'Ottawa et occuper le terrain du pavillon Tabaret jusqu'à ce que l'université réponde à nos revendications :

- Divulgence intégrale de tout investissement direct et indirect de l'université ;
- Désinvestissement intégral de toute société impliquée directement ou indirectement dans la surveillance, l'occupation et le meurtre des Palestiniens à Gaza et en Cisjordanie ;
- Réviser et rompre tout lien avec les institutions académiques sionistes telles que le programme d'échange de Tel-Aviv ;
- Adopter la définition du racisme antipalestinien telle que stipulée par l'Association des avocats arabo-canadiens. »



11 mai

**Nouvelle-Écosse
Halifax**



12 mai

Québec Sherbrooke

Des étudiants ont érigé un campement à l'Université de Sherbrooke le 13 mai. « Joignez-vous au mouvement pour dénoncer le génocide en Palestine, appuyer d'autres campements étudiants et demander à l'université de publiquement condamner le génocide, de publiquement dénoncer la complicité du Canada, d'appeler le Canada à arrêter la vente d'armes et de divulguer ses investissements et plus encore », ont écrit les organisateurs sur Instagram.



13 mai

Montréal

Près de 3 000 personnes se sont rassemblées devant le consulat d'Israël à Montréal le 11 mai pour commémorer la Nakba, la catastrophe du 15 mai 1948 au cours de laquelle Israël a confisqué par la force des armes les terres de 750 000 Palestiniens, les a expulsés de leurs maisons et en a tué 15 000. Des personnes sont venues de Québec et de Sherbrooke pour participer au rassemblement.

Parmi les orateurs, une représentante de Lawyers4Palestine a dénoncé le génocide israélien et la complicité silencieuse des dirigeants internationaux face aux violations flagrantes du droit international par Israël. Elle a appelé à la fin de l'occupation et de l'apartheid en Palestine occupée et à la fin du soutien aux crimes d'Israël par les gouvernements du Canada et du Québec et les universités. À propos de la commémoration de la Nakba, elle a souligné que, depuis 1948, les Palestiniens résistent à l'occupation israélienne et affirment leur droit de retourner dans les maisons d'où ils ont été expulsés. Elle a déclaré : « En vertu du droit international, les peuples sous occupation ont le droit de se défendre contre l'agression et l'occupation, et les Palestiniens ne font pas exception » et a parlé de l'affirmation selon laquelle Israël a le droit de se défendre, soulignant qu'Israël est reconnu comme un occupant et que l'occupant ne peut pas se défendre contre l'occupé. « Refuser aux Palestiniens le droit légitime de se défendre, tout en l'accordant illégalement à Israël,

est non seulement hypocrite, mais aussi contraire aux principes les plus élémentaires de la justice », a-t-elle déclaré.



Marche du samedi qui marque l'anniversaire de la Nakba, Montréal, 11 mai

Elle a attiré l'attention sur les résolutions de l'Assemblée générale des Nations unies qui affirment le droit à l'autodétermination, à la liberté et à l'indépendance de tous les peuples soumis à une domination étrangère et coloniale, ainsi que la légitimité de leurs luttes par tous les moyens disponibles, y compris la lutte armée, et a déclaré que le Canada devait respecter le droit des Palestiniens à résister à l'occupation israélienne.

Elle a appelé à la levée du siège de Gaza en tant que nécessité humanitaire absolue et inconditionnelle, ainsi qu'à la libération de tous les prisonniers palestiniens en Palestine occupée, et a appelé le Canada et la communauté internationale à réagir à la situation à Gaza en exigeant un cessez-le-feu immédiat et une aide humanitaire pour la population de Gaza, et en demandant au gouvernement du Québec de fermer son bureau à Tel-Aviv.

En conclusion, elle a déclaré : « Nous devons mettre fin aux relations commerciales avec Israël et poursuivre ses dirigeants pour crimes de guerre et crimes contre l'humanité », en terminant par le slogan « La Palestine doit être libre », qui a été repris à l'unisson par les participants au rassemblement.

Pendant plus d'une heure et demie, les gens sont descendus dans la rue en scandant des slogans à travers la zone commerciale animée du centre-ville. Les passants s'arrêtaient pour prendre des photos, sourire et lever le poing en signe de soutien aux manifestants.

La marche s'est terminée devant l'entrée du campus de l'université McGill, où se trouve le campement des étudiants. Les manifestants ont entendu des discours de soutien aux étudiants et ont scandé l'un des slogans des organisateurs du campement : « *Un : Nous sommes les étudiants ! Deux : Nous ne serons pas réduits au silence ! Trois : Arrêtez le financement maintenant ! Maintenant ! Maintenant ! Maintenant !* »

Les organisateurs ont invité les marcheurs à visiter le campement, où de la nourriture et des boissons ont été distribuées gratuitement. Ils ont terminé en appelant tout le monde à se joindre à la marche tous les samedis à 14 h en soutien à la Palestine.

En ce qui concerne la demande d'injonction de McGill contre le campement étudiant, la décision du juge de la Cour supérieure Marc St. Pierre est attendue le 15 mai. Les organisateurs ont déclaré que d'une manière ou d'une autre, ils informeront tout le monde sur les différents médias sociaux de la décision et appellent tout le monde à poursuivre leurs gestes de soutien de toutes sortes en faveur du campement et du peuple palestinien.

À l'Université du Québec à Montréal, le 11 mai, des étudiants ont installé un campement dans la

cour extérieure centrale du Complexe des sciences. Ils soutiennent le campement établi par les étudiants de l'Université McGill et exigent que McGill retire sa demande d'ordonnance judiciaire pour arrêter le campement de McGill et s'opposent à la criminalisation des campeurs. Ils demandent également la fermeture du bureau du gouvernement du Québec en Israël et le boycott académique d'Israël par toutes les universités québécoises. Leila Khaled, porte-parole du campement, a déclaré : « Alors que les forces d'occupation intensifient leur agression meurtrière contre Rafah, nous, étudiants et travailleurs, refusons de garder le silence face à l'apartheid, au génocide et aux crimes coloniaux de l'État d'Israël. Nous demandons à l'UQAM, mais aussi à l'État québécois et à l'État canadien de prendre des mesures pour mettre fin à leur collaboration et à leur complicité avec l'État voyou. »





Manifestation à l'occasion de la Journée de la Nakba, le 11 mai



Université du Québec à Montréal, 12 mai

Ontario

Toronto

Plus de 5 000 personnes ont participé à un rassemblement militant et à une marche à Toronto le 11 mai, se joignant à d'autres actions au Canada et dans le monde entier pour marquer le 76^e anniversaire de la Nakba.

L'action, organisée par le Mouvement de la jeunesse palestinienne, a attiré des participants de la région du Grand Toronto et d'autres communautés. Rassemblée devant le consulat des États-Unis, la foule a scandé des slogans, dont beaucoup dénonçaient le rôle des États-Unis dans le financement et l'encouragement du génocide israélien contre les Palestiniens. Le gouvernement Trudeau a également été dénoncé pour s'être abstenu lors du vote du 10 mai aux Nations unies qui accordait à la Palestine plus de droits en tant qu'État observateur aux Nations unies et de soutenir son adhésion à part entière.

Une atmosphère animée régnait alors que des personnes de tous horizons se dirigeaient vers l'avenue University et commençaient la marche vers le nord, leurs voix remplissant l'air pendant des blocs avec les appels : « *Hors de Gaza* », « *Ne touchez pas à Rafah* », « *Justin Trudeau, tu verras, la Palestine est presque libre* » et d'autres appels. À l'angle des rues Yonge et Dundas, au coeur du centre-ville, les orateurs ont souligné que l'État israélien et ses bailleurs de fonds, tels que

les États-Unis et le Canada, sont complètement isolés dans l'opinion publique mondiale et qu'ils sont de plus en plus désespérés et téméraires dans leurs efforts pour exterminer le peuple palestinien de Gaza. Un orateur a fait remarquer que jamais auparavant le peuple palestinien n'avait été aussi proche de sa libération. D'autres ont salué les étudiants et les jeunes des campus universitaires et collégiaux aux États-Unis, au Canada et dans le monde entier, qui demandent à leurs institutions de désinvestir de la machine à tuer israélienne et qui demandent des comptes à leurs gouvernements et à leurs institutions. Un médecin qui a travaillé à Gaza a parlé de l'héroïsme et de l'abnégation des simples Palestiniens qui soutiennent la résistance armée et des personnes qu'il connaît qui sont mortes en combattant dans la résistance. En conclusion, il a entraîné les participants à scander : « *Du fleuve à la mer, la Palestine sera libre !* »

La marche s'est poursuivie jusqu'à l'Université de Toronto pour rejoindre les étudiants qui campent sur King's College Circle depuis plus d'une semaine et qui demandent à l'Université de désinvestir des entreprises israéliennes. Cette action de plus de quatre heures a renforcé la détermination de chacun à se tenir aux côtés du peuple héroïque de Palestine et à continuer d'exiger que le Canada cesse de jouer son rôle criminel en soutenant le régime sioniste soutenu par les États-Unis.



Université de Toronto, 10 mai





11 mai

Thunder Bay



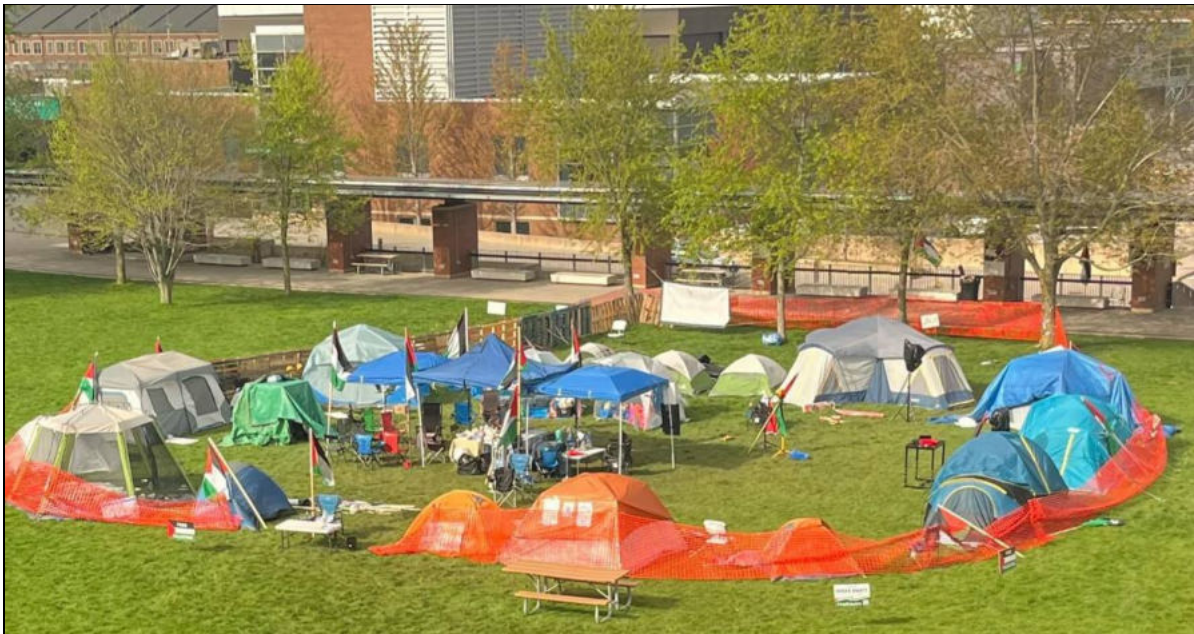
Célébration de la journée du keffiyeh et fabrication de cerfs-volants, 11 mai

Sudbury



11 mai

Oshawa





Université technique de l'Ontario, 11 mai

Hamilton



Université McMaster, 11 mai

Windsor



Piquet devant une réunion du Sénat de l'Université de Windsor qui demande à l'université de désinvestir des entités qui bénéficient de l'occupation et du génocide israéliens, et de couper les liens avec les universités israéliennes, 10 mai



Université de Windsor, 11 mai

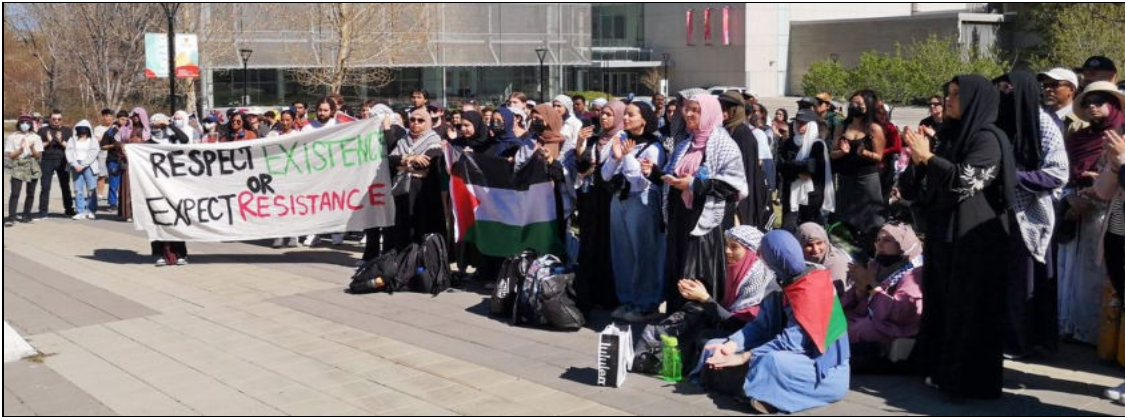


12 mai

**Alberta
Calgary**



Université de Calgary, 9 mai



Rassemblement contre l'intervention policière sur le campement, Université de Calgary, 10 mai



Université de Calgary, rassemblement contre les interventions policières, 12 mai

Edmonton



Université de l'Alberta, 10 mai

**Colombie-Britannique
Vancouver**



Université de la Colombie-Britannique, Point Grey, 10 mai

**ÉTATS-UNIS
Cleveland, New York**



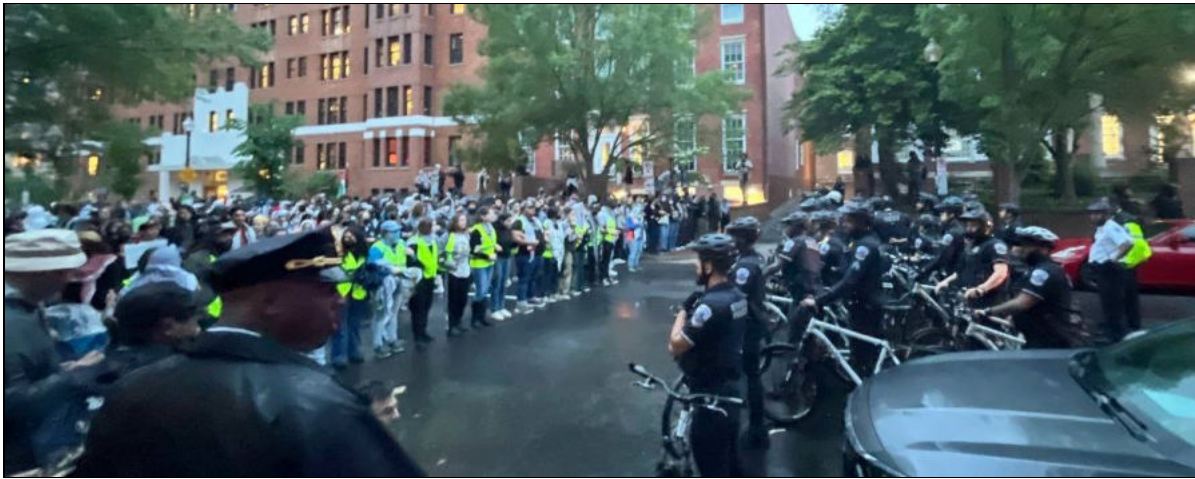
8 mai

Princeton, New Jersey



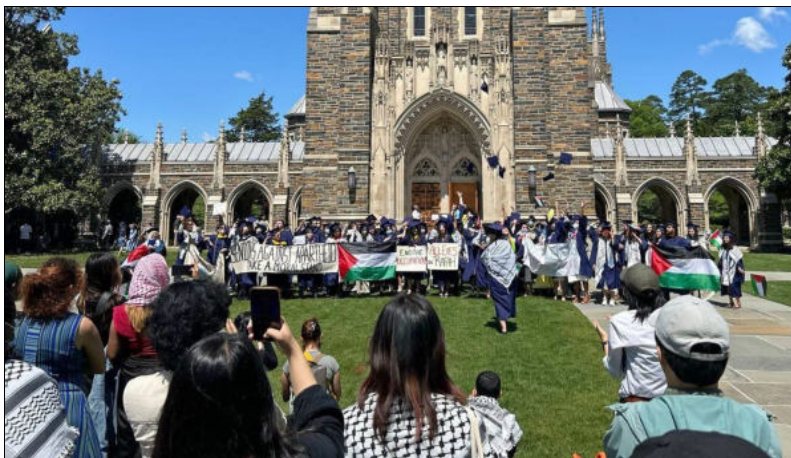
Université de Princeton, 8 mai

Washington, DC



Université George Washington, 10 mai

Durham, Caroline du Nord



Université de Duke, des étudiants quittent la cérémonie de remise des diplômes et organisent leur propre cérémonie sur la pelouse, 12 mai

Ann Arbor, Michigan



Université du Michigan, 12 mai

Milwaukee, Wisconsin



Université du Wisconsin, 8 mai

Chicago, Illinois



8 mai



Université De Paul, 13 mai

Tucson, Arizona



Université de l'Arizona, 9 mai

Eugene, Oregon



Université de l'Oregon, 9 mai

Berkeley, Californie



Université de Californie à Berkeley, 11 mai

EUROPE

Angleterre

Lancaster



Université de Lancaster, 9 mai

Hackney



9 mai

Oxford



Université d'Oxford, 13 mai

Malmö, Suède



D'importantes manifestations soutiennent la Palestine et s'opposent à la participation d'Israël à l'Eurovision de la chanson, le 9 mai



11 mai

Genève, Suisse



Université de Genève, 11 mai

Madrid, Espagne





11 mai

Ljubljana, Slovénie



Université de Ljubljana, 13 mai

Italie
Milan



Université de Milan, 10 mai

Padoue



Université de Padoue, 10 mai

Athènes, Grèce



Université d'Athènes, 13 mai





14 mai

ASIE
Gaza, Palestine



Les enfants manifestent pour le droit à l'éducation, pour retourner à l'école, 10 mai

Sanaa, Yémen





10 mai

Istanbul, Turquie



12 mai

Islamabad, Pakistan



10 mai

Japon
Tokyo



11 mai

Hiroshima



11 mai

Kyoto



Université de Kyoto, 13 mai

AFRIQUE Johannesburg, Afrique du Sud



Conférence mondiale contre l'apartheid, du 10 au 12 mai

AMÉRIQUE LATINE ET CARAÏBES La Havane, Cuba





1er et 2 mai

Cali, Colombie



13 mai

Océanie

Sydney, Australie



11 mai



www.pccml.ca • redaction@pccml.ca